

RACALE

FAC à
VENDRE
SARKO - immo

FAC EN LUTTE!

LA POUTRE AUX YEUX

↑
CHAIRE À
FLASHBALL...
PECRESSE.
HORS
des **FACS !!!**
R.U. s'font
C....!



Retour sur le mouvement contre la loi Pécresse à l'automne 2007 à Caen

Table des matières

Analyse critique des médias locaux de Caen lors du mouvement contre la loi Pécresse à l'automne 2007 Par OAM.....	5
Introduction	5
Liberté de Normandie-le bonhomme libre.....	6
Ouest France.....	7
France 3 Basse Normandie.....	13
Analyse globale.....	15
Récit des manifestations.....	17
Blocage du bâtiment Lettres le 6 novembre 2007.....	18
Manifestation du 8 novembre 2007.....	18
Manifestation du 13 novembre 2007.....	19
Manifestation du 15 novembre 2007.....	20
Manifestation du 20 novembre 2007.....	21
Manifestation du 22 novembre 2007.....	22
Manifestation du 27 novembre 2007.....	23
Manifestation du 29 novembre 2007.....	25
Manifestation du 30 novembre 2007.....	26
Manifestation du 1 décembre 2007.....	27
Manifestation du 4 décembre 2007.....	28
Manifestation du 6 décembre 2007.....	31
Manifestation du 11 décembre 2007.....	32
Tracts.....	35

Analyse critique des médias locaux de Caen lors du mouvement contre la loi Pécresse à l'automne 2007 Par OAM

Introduction

Voir la paille dans l'œil du voisin et ne pas voir la poutre dans le sien, ce proverbe d'origine biblique s'applique très bien aussi pour les médias. Ne jamais se remettre en cause, sans quoi on perd sa crédibilité. Bien sûr, c'est le cas de Jean-Pierre Pernaut, meilleur exemple et meilleur bouc émissaire.

Mais les correspondants locaux de Caen ne s'échappent pas de cette fatalité.

Le conflit contre la loi Pécresse, d'autonomie des universités ou LRU, a été couvert par les médias du 31 octobre au 23 décembre, mais surtout du 7 novembre au 4 décembre, soit la durée du blocage de l'université.

Les principaux médias locaux ont couvert ce conflit. Différemment, selon leurs modes et leurs moyens. Ainsi, France Bleue a fait quelques reportages puis rapporté le nombre de manifestants (malheureusement il n'y a pas d'archives de cette radio). Cityzen TV, chaîne régionale de la TNT, n'avait pas les moyens de couvrir. C'est aussi le cas du journal Liberté, un hebdomadaire qui publie le jeudi, qui se sera intéressé plus à ce qui a eu lieu le mardi.

Les deux médias importants sont donc Ouest-France et France 3. Cependant, ils n'ont pas profité de cette question d'autonomie pour se la poser. Ainsi la tête éditorialiste, les réflexions sur la loi et le mouvement appartiennent à la rédaction nationale. Les correspondants locaux se sont contentés de rapporter les faits locaux ; encore qu'il y ait eu plus des propos plus ou moins francs.

Seule une analyse de ces médias permet de les comprendre. Car c'est un art bien français de la dialectique de ne jamais prendre le « moi, je » (c'est même la première règle qu'on apprend à l'école pour la dissertation).

On s'intéressera à trois médias : Liberté, Ouest-France et France 3.

Liberté de Normandie-le bonhomme libre

Liberté, pour se détacher de Ouest France et de son ton plus consensuel, adopte un ton plus tabloïd, ou son ton français, à la modestie de sa taille. Il s'est accentué depuis 2006, dans la foulée du nouvel éditorial de France Soir. Il estime son nombre de lecteurs à 60 000.

Le premier article, le 8 novembre, reprend les principales revendications de la coordination nationale puis les propos du responsable local des jeunes UMP et note, comme on le dit dans les médias en général, qu'il n'y a pas de mobilisation générale et donc qu'il n'y en aura pas.

Pourtant le 15, la mobilisation est là. La manifestation du 8 est qualifiée ainsi : « Lancement de la contestation étudiante. Pour la première l'enceinte du château historique accueillait de bruyants visiteurs, au cours d'une sympathique promenade. » Une halte au cours de celle du 13 : « Moins de dix minutes. Pas de quoi perturber le réseau. ». Les antibloqueurs sont les porte-paroles d'une majorité silencieuse. Les photos ont pour personnalité le tribun Hamidou Ouedraogo, étudiant en IAE et donc non concerné par le blocage, tout comme le fera OF. La première le montre invectivant devant la banderole de droite devant le bâtiment droit, la seconde seul au bureau de l'AG, mains vers le torse, en prière vaine. Pour Liberté, la CGT appelle à la lutte commune (voir OF du 14 novembre).

Le 22, sous l'article sur les fonctionnaires, un étudiant en IUT de 18 ans dit venir en manif pour soutenir tout en étant d'accord avec la loi. C'est là un exemple qui amène à la généralisation. Liberté recommence le même coup que lors des manifestations contre l'élection de Sarkozy. Puis le seul article est sur l'action des étudiants antibloqueurs sur le bâtiment droit. Liberté met aussi une photo pour illustrer cette protestation chez les lycéens de Fresnel.

Le 29 novembre, on interviewe, entre des sujet sur le Stade Malherbe, Jean Léonce Dupont, élu néo-centriste, après son passage à France 3, le 22, sans qu'on sache les questions posées et qui titre « Etudiants, prenez le temps de lire la loi et cessez de vous faire manipuler ». Emile S Fouda corrige le tir par l'interview d'une étudiante du mouvement en réécrivant la moitié de ses propos, sans parler des actions ou des manifestations : « *Comme Annabelle 80% des manifestants sont âgés de 16 à 25 ans les lycéens ont cru percevoir leur avenir prochain* ». Outre le talent de physionomiste du métier de journaliste, on appréciera donc aussi celui de diseur de bonne aventure. Il y met aussi le SNES-FSU de l'université, reçu au rectorat.

Le 6 décembre, Briac Trébert pense le mouvement fini avec la fin du blocage. Ceux voulant affronter la police sont qualifiés d'irréductibles (terme repris à Jean-Bart de OF), en faisant la une de ces violences ; les photos ne montrent que les feux de poubelles. On rapporte la demande des RG , le samedi après le refoulement du commissariat, de discuter avec les étudiants, ce qu'ils refusent et on titre sur leur insulte « Vichystes. » On y met le communiqué de la FCPE.

Il n'y aura rien le 13 décembre.

Conclusion :

Le traitement du mouvement par Liberté est resté dans ce ton qui le différencie de Ouest France. Cependant, après s'être mis dans l'opinion générale médiatique, Liberté assume son opinion de « légitimiste » pour la loi et contre le blocage.

Ouest France

C'est Ouest-France qui a couvert le plus le conflit contre la LRU. De la première manif le 31 octobre à celle du 22 décembre.

Deux journalistes l'ont surtout couvert : Josué Jean-Bart (grand d'origine antillaise) et Isabelle Lê (petite brune). Je me permets de vous donner des descriptions pour que, si vous avez été dans les manifs ou interviewé, on puisse avoir idée de leurs positions qui peuvent expliquer leurs points de vue, vous allez comprendre. Les deux, surtout elle, ont déjà couvert le mouvement anti CPE. A la fin, il y a aussi Jean-Pierre Beuve, 50-60 ans (voir ses articles OF de 1973).

Mais avant de décrire ces articles, voici un historique pour prendre conscience du degré d'information (Une, France, Normandie, Calvados, Caen), des auteurs des articles et des plans des articles pour voir de quoi on parle en premier et qui va mener le reste de l'article ou plutôt le personnage, le héros. La une peut être différente de celle de l'édition de Caen.

<p>31/10 : Caen : Manif de 200 personnes avec photo d'une halte rue Général Leclerc.</p> <p>7/11 : Normandie : article sur le blocage des Lettres Caen : IL (Isabelle Lê) : blocage du bâtiment Lettres puis revendications. Photo du fond de l'amphi Copernic lors de l'AG</p> <p>8/11 : Caen : JJB (Josué Jean-Bart) : propos d'une fille surprise par le blocage et aussitôt puis de Grégory, responsable de l'UNI, puis des bloqueurs en réponse.</p> <p>9/11 : Une : Photo de la fête de la manif Normandie : JJB : Rapport de l'AG (avec plein de remarques sur les styles des propos, on reconnaîtra Josué ainsi et donc pas de gêne). Caen : Photos de manif</p> <p>10/11 : Normandie : résumé de Caen. Caen : IL : à l'occasion de doctorats honoris causa, point sur le blocage. Rapports de propos de la Confédération Etudiante, de la FEDEC (qui se dit aussi pour la loi et aussi « <i>nous ne sommes pas vraiment de droite</i> »), des jeunes UMP contre le blocage. (Photo de l'entrée des Sciences comme en France).</p> <p>13/11 : Normandie : Articlelet sur la manif mais les deux tiers sont sur les antibloqueurs. Caen : IL : point : tribune libre de deux étudiants antibloqueurs pour participer à l'AG (photo du blocage de l'entrée des Sciences)</p> <p>14/11 : Une : photo de tête de manif Calvados : IL : article chronologique : d'abord les antibloqueurs puis l'AG principalement depuis leurs rangs (photos montrant Hamidou de dos face à la foule ou Céline s'emportant). Caen : action de perturbation à la gare.</p> <p>15/11 : Caen : point sur le blocage des campus 2 et 3 à l'occasion de la venue d'étudiants dans la manif des fonctionnaires (photo de ceux déguisés)</p> <p>16/11 : Calvados : IL : interview de Josette Travert, présidente de l'université. Caen : JJB : action sur le centre des impôts.</p> <p>17/11 : Calvados : interview de la rectrice ou plutôt une tribune libre ; point de l'extension aux lycées (photo de l'entrée de Fresnel) Caen : IL : extension aux lycées : reprises de propos de craintes de la loi.</p> <p>19/11 : Caen : point sur le blocage.</p> <p>20/11 : Normandie : Lycées bloquées dans le Calvados (4 à Caen, 1 à Falaise) Caen : IL : point sur le campus 3. Tribune libre pour les antibloqueurs : lycéens peureux de</p>	<p>redoubler, une prof de l'université pour n'importe quelle réforme, puis le collectif des antibloqueurs Jean-Damien, en master d'Histoire et surtout Hamidou, responsable, du comité de lutte anti-blocage, pour se dire non-violent (photo de l'AG antiblocage du 13).</p> <p>21/11 : Caen : JJB : mélange fonctionnaires étudiants Rapport de propos des antibloqueurs de Fresnel et du campus 1. (Photos de lycéens devant l'entrée de Fresnel et de la gare. Caen : IL : Chrono : rapport sur AG mais article sur l'action des antibloqueurs, peu sur l'action du jour à la gare. (Photos, une de l'AG général sur les antibloqueurs levant la carte d'étudiant et une dégageant l'entrée intérieure de Droit)</p> <p>22/11 : France : photo de l'entrée des Sciences du 10 sans mention. Caen : JJB : il témoigne des conditions d'occupation la nuit. Point sur les réunions des UFR. JJB : Mobilisation des lycéens avec leur peur de l'avenir.</p> <p>23/11 : Calvados : IL : Manif, point sur les lycées. (Photo de la tête de manif) Caen : photos de la manif montant la butte du campus 1, d'étudiants masqués portant un cercueil, de la barrière empêchant de déborder sur le local UMP et des articlelets sur le lycée Malherbe et un narrat une violence policière.</p> <p>24/11 : Caen : IL : point ; le mouvement sur Internet.</p> <p>27/11 : Calvados : Point sur le blocage des lycées (Photo de lycéens à l'entrée de Malherbe) Tribune libre de la rectrice et de la FCPE contre les blocages de lycées. Caen : point dont action du campus 2.</p> <p>28/11 : France : photo de Caen ; mention « <i>avec blocage habituel du périphérique</i> » dans un articlelet de décompte du nombre de manifestants dans les villes. Calvados : IL : Rapport de l'AG : d'abord les antibloqueurs puis rapport de l'action (photo d'opposants à la loi dont un lève sa carte bancaire, conseil que je donnais sur le forum de Résistances). Caen : point sur l'UNI et les antibloqueurs sur les recours en justice et le personnel de droit. Tribunes libres de la SNES FSU et de la LCR contre la loi. Interview du proviseur de Dumont d'Urville.</p>
--	--

30/11 : Calvados : IL + JJB : Manif du rectorat et de ses violences (avec la fameuse photo de la poutre).
 Point sur les lycées et le déblocage des campus 2 et 3. (Photo de lycéens de Condé sur Noireau).
 Caen : photo de la manif à la mairie, allant vers le rectorat.

01/12 : Calvados : point sur le déblocage des campus 2 et 3, le blocage des lycées, les arrestations, des réactions de l'UNEF et de Sud étudiant sur celles-ci, les parents PEEP contre les blocages.
 Caen : JJB : manifestation devant le commissariat. Photos du discours et de la charge. (On voit le dos des policiers).

03/12 : Caen : IL : article sur le déblocage du campus 2 et 3. Point sur les négociations de sortie sur le campus 1.
 IL : Manif contre l'intervention policière de lycéens et de parents qui témoignent des leurs sur Rostand et le rectorat. Photos de lycéens devant la mairie et de parents devant le phénix.

04/12 : Caen : Manif de lycéens qui est aussi un point sur les lycées et les campus.

05/12 : Une + France : photo des poubelles enflammées place Saint-Pierre.
 Calvados : JJB + JPB : Déblocage du campus 1 et manif et débordements en centre-ville. (Photo du décompte de l'AG avec la demoiselle et Céliane).
 Caen : photos d'un vote de l'AG depuis les antibloqueurs puis de la manif dont deux opposés de flics avec leurs boucliers et de lycéens black bloc de fortune.

06/12 : Caen : Le lendemain du déblocage au campus 1. Photo de la préparation de la manif.

07/12 : Normandie + Caen : Beuve : Manif devant le MEDEF. Photo du discours devant le MEDEF.
 La même pour Caen plus une de la tête.
 Caen : IL : rapport de l'AG sur la continuité du mouvement.

12/12 : Caen : Beuve + IL : Manif qualifié de derniers feux. Photo de la tête de la manif
 IL : article sur le coût des dégradations du blocage du campus 1. Photo d'une entrée taguée de l'amphi Copernic en Lettres.

14/12 : Caen : manif en centre-ville. Photo de la tête de la manif.

15/12 : Caen : Tribune libre de Isabelle Lê ironique sur le blocage et sur les manifestations.

17/12 : Normandie : réimpression de la première colonne sur les coûts des dégradations.

19/12 : Caen : Manif devant le siège du PS (avec photo)

21/12 : Caen : Manif de droite (avec photo)

Les signatures se répartissent ainsi : 17 d'Isabelle Lê, 9 de Josué Jean-Bart, 3 de Jean-Pierre Beuve et 12 non signés (essentiellement des points).

On le voit, notamment chez Isabelle Lê, que ce sont les antibloqueurs qui sont mis en avant ; au point même que les manif, les AG, les propos des bloqueurs sont mis en second rang ou en contexte pour leurs propos. Pendant le mouvement anti CPE, le mouvement antiblocage était considéré comme un artefact de ce temps de protestation et traité vers la fin, l'air de siffler la fin du jeu. Ainsi, dès le début, il n'y aurait pas dû avoir de protestation.

Quant à la loi, le débat est quasi inexistant. Dans le milieu étudiant, seule la FEDEC se prononce et en faveur de la loi. Aucun propos d'autres représentants locaux des syndicats étudiants (si ce n'est l'UNI, syndicat de droite affirmée, très mineure à Caen, deux fois pour contester le blocage dès son début puis pour demander une évacuation policière). Aucun communiqué de la part des étudiants du mouvement contre la loi ont été publiés. Se sont exprimés surtout la rectrice (qui représente l'éducation nationale comme le préfet, l'Etat) et contre la loi, la SNES FSU et la LCR en tribune libre dans des articulets.

De plus, le campus 1 est minoré alors que les deux tiers des étudiants y sont et que toutes les initiatives du mouvement viennent d'ici ; on ne le traite que pour ses AG. Les points concernant les campus 2 et 3 et les lycées sont là pour faire apparaître la modération de leurs bloqueurs et la fin des blocages. Surtout les campus 2 et 3 sont montrés en exemple : leurs déblocages font l'objet d'article redondants sur trois jours (dont un de Isabelle Lê).

Maintenant venons-en aux articles et à leurs contenus, leurs mots.

Le 7, Isabelle Lê laisse croire aux barrages filtrants en citant l'AG bien qu'elle le cite en un tour de parole.

Le 8, Josué Jean-Bart fait un article juste, donnant la parole à tous mais dans cet ordre : d'abord les propos d'étudiants contre le blocage puis les réponses des bloqueurs. Du moins ceux, parmi les fumeurs dehors, devant l'entrée arrière, vitrée du bâtiment Lettres, se sont émus des plaintes de Josué sur l'hostilité préjugée envers les médias, alors que lui veut tout simplement rendre compte de toutes les opinions dans un esprit de parité.

Le 10, Isabelle Lê rapporte des annulations d'examens. Seulement ces examens sont en Sciences alors que des examens en Lettres ont pu avoir lieu ; ces examens ont été annulés par le manque d'anticipation de l'administration de ces UFR, ce qu'elle ne précise pas.

Par ailleurs, elle mentionne la FEDEC¹ comme une corpo principalement de médecine et de pharmacie. Or, dans la FEDEC, il y a des membres ou des sympathisants de toutes les associations, les corpos, de toutes les matières enseignées. Isabelle aurait pu rajouter les élèves infirmiers. Les associations d'étudiants en sciences, en géologie, en économie et en droit se sont affiliées à la FEDEC. Au niveau national la FEDEC s'est affiliée à la FAGE². Mais ni la pharmacie, ni la médecine (d'ailleurs les internes manifestent eux contre le projet de loi de Bachelot sur le financement de la sécurité sociale pour 2008, qui prévoyait notamment de fixer les médecins sur des régions), donc ni la pharmacie, ni la médecine ne sont concernés par la réforme Péresse, aussi leurs campus n'ont-ils pas connu ce mouvement, ce que Lê ne précise pas. Elle traite en fait ce groupe local d'après les infos qu'elle a pu avoir sur Internet (précisément le site de la FAGE). De même, elle qualifie la Cé proche de la CFDT comme Wikipédia et non proche de l'UDF comme son représentant (Albin Wieniukiewicz). D'ailleurs, certains militants de la FEDEC s'y engagent comme ils s'engagent ou s'engageraient comme en politique, c'est-à-dire parfois en plus de leurs inscriptions dans les partis centristes (PS, UDF, UMP).

Le 13, elle relaie un appel au rassemblement des antibloqueurs. Et elle pense que les étudiants protestataires ne bloqueront pas la gare, s'ils respectent la coordination nationale.

Le 14, la gazetière rapporte l'intervention de Thierry Lepaon, secrétaire départemental (que Lê surnomme patron) de la CGT. Selon elle, cette intervention s'est passée sous les huées des deux camps, en majorité les antibloqueurs. Si on croit les citations du cégétiste dans l'article de Lê, les ouvriers (en conflit pour les régimes spéciaux de retraite) appellent à l'union avec les étudiants, reprenant l'exemple du CPE citée par l'ancien Moulinex, bref l'inverse de mai 68. L'article de Lê rapporte si bien ces paroles que la CGT adresse un communiqué publié le lendemain. Dans ce communiqué, Lepaon dit avoir été invité par des syndicats étudiants (sans dire lesquels) et qu'après une consultation de l'AG, avoir été accepté « de manière ultra-majoritaire », pour dire que les étudiants ne doivent pas s'associer dans le mouvement des travailleurs. C'était donc un soutien moral et non un appel unitaire. La question du blocage se fait sous le soupir d'Isabelle : « Enfin ! ».

Toujours le 14, elle titre sur l'action à la gare mais revient en fait sur le blocage. Elle donne alors l'adresse d'un blog. Bizarrement, ce blog a des articles qui datent du mouvement anti CPE et un peu avant ce mouvement. Des termes de caricature de droite ont lieu sur certains militants connus. Il s'agit donc du blog de façade de la droite. Dès lors, la droite s'empare bien du mouvement antiblocage, les étudiants se fient à ce blog et ainsi la contestation de droite peut en prendre l'organisation et paraître apolitique.

Jamais un courant n'a reçu explicitement de couleur politique comme « les opposants à la loi sont de gauche, les bloqueurs sont extrémistes ». Sauf à la fin, par amalgame de la part de Jean-Pierre Beuve. Pourtant il y a des militants partout. Si le mouvement du blocage était hétéroclite, entre neutres, indépendants et engagés dans des principes ou partis politiques, ceux qui menaient le mouvement contre le blocage étaient clairement de l'UMP : non seulement ceux qui soutiennent la banderole, ainsi (info du Racailles n°2 du 26 nov.) Hamidou Ouedraogo est un militant UMP chargé des étudiants avec des instructions. D'ailleurs, il invita au début du mouvement les étudiants du campus 2 à une réunion rue Varignon où se trouve la section locale de l'UMP. Sinon, on ne sait pas pour Céliane Ringuet (si ce n'est qu'elle a Yves Jégo parmi ses amis de Facebook !) ni pour Jean-Damien (qui s'est dit contre la loi) (est-ce Jean-Damien Santerre, futur militant MoDem ?).

Donc le 14, Lê, sur la manif à la gare, donne des propos de cheminots râlant contre l'inconscience des manifestants. Comme si là on n'avait plus souvenir du CPE.

1 FEDEC : FÉdération Des Etudiants de Caen, rassemblement de plusieurs corpos.

2 FAGE : Fédération des associations générales étudiantes

Le 16, Josué Jean-Bart fait preuve de sa connaissance des chants de revendications, en coupant le classique « Partage » et en en faisant un chant qui est propre au mouvement contre la loi Pécresse.

Le 17, les lycéens rejoignent la lutte. Isabelle Lê s'intéresse aux votes. Et elle est la seule à rappeler les raisons de la manif comme on le faisait deux semaines avant.

Le 19, elle cite le site Internet des antibloqueurs puis fait répondre un bloqueur non hostile au média. Elle a eu sa réponse sur une AG mais elle a tenté de lui téléphoner après qu'il ait échangé son numéro avec Jean-Bart.

Le 20, Isabelle Lê rapporte le mouvement antiblocage avec Hamidou Ouedraogo en porte-parole. Elle précise qu'il est étudiant à l'IAE mais donc pas que cet établissement est étranger au campus 1.

Le 21, elle rapporte « *Les dés sont pipés* » de ce Hamidou sans qu'on le contredise.

Le 22, Jean-Bart qualifie de « barbu obtus » celui qui l'expulse en l'application de la décision de l'AG. En fait, après être rentré sans devoir dire sa qualité, il est harcelé au mégaphone par ce non-étudiant et c'est Josué qui s'en va. (Quelques jours, OF publiera en page France le même sujet sur la Fac d'Angers).

Le 23, Lê commet la même erreur que Jean-Bart le 8.

Le 24, Isabelle Lê s'intéresse à Internet. Quel intérêt ? Elle cite unicaen.free.fr et pas son voisin général, Résistances, sans doute parce que je n'hésite pas à critiquer ses articles. Puis celui du campus 3 et ne rappelle pas le blog des antibloqueurs, tout en s'intéressant à la polémique sur un article parodiant la lettre de Guy Môquet (ce jeune communiste fusillé par les Nazis que Sarkozy a donné en exemple).

Le 27, dans un instantané pour expliquer l'issue de l'AG, il y a la photo d'une demoiselle (qui est des antibloqueurs et militante de l'UMP) avec un autocollant « Stop la Grève ». Cet autocollant est typique des mouvements anti grève organisée par la droite (voir l'analogie avec la couleur et la typographie avec l'UNI, le syndicat étudiant de droite). Le photographe lui a demandé de le décoller de sa cuisse pour le placer sur son bras.

Voici le moment le plus intéressant sur le compte-rendu par Ouest-France. L'occupation du rectorat. L'article est du 30 novembre.

Pour la circonstance, Isabelle Lê est présente ainsi que Josué Jean-Bart qui jouera aussi le photographe à côté de l'habituel, Stéphane Geufroi (chauve).

On va commenter longuement cet article car il montre bien l'exercice de présence et de retranscription d'un évènement. Pour une analyse plus en détail, je vous conseille cet article avec mes notes sur le vif lors de sa parution sur le forum de Résistances. (Actualité caennaise, sujet « Piquet de Grève - Bâtiment lettre - université de Caen » page 7 : <http://www.resistances-caen.org/forum/index.php>) et aussi une analyse aussi vive. Pour revivre ou voir ce qu'était cette manif, voir cette vidéo : <http://unicaen.free.fr/index.php?p=video&a=lire&id=25>

L'article se fait ainsi : Isabelle Lê fait l'article principale sur les heurts au rectorat puis Josué Jean-Bart rapporte les points de vue sur les heurts au rectorat puis à la préfecture, des manifestants, et surtout du rectorat et du directeur du cabinet de la préfecture, n'osant contredire personne, surtout le directeur.

D'abord l'article manque de contexte : le rectorat est le but car le lycée Rostand, occupé, a été évacué par les forces de l'ordre (ceci n'a pas fait polémique).

Lê met cette phrase hallucinante : « *600 à 700 jeunes forcent les grilles et s'engouffrent dans le parc.* ». Or elle a pu constater en restant sous le garage devant la grille que celle-ci était ouverte. En

effet, un petit groupe avait auparavant forcé l'ouverture par le rectorat en venant avant. C'est un propos du rectorat qui en reconnaît une cinquantaine, comme le mentionne Jean-Bart.

Puis elle dit : « *À l'extérieur, les jeunes essuient des tirs de grenades lacrymogènes. Ils répliquent par des jets de pierre, de morceaux de bois et de canettes de bière.* » Isabelle Lê qui discute avec un collègue blond barbu est toujours sous ce garage en face de la barrière. Or même en regardant la photo, et j'ai été témoin de cela, il s'agit juste d'une planche jetée, la pierre des éclats d'une brique de calcaire et peu jetés. Quant aux canettes, il n'y en a pas eu lors du rectorat mais dans la rue. Voilà une confusion des genres. Ensuite la police sépare la manif en deux et Lê s'est trouvée de par sa position dans le petit groupe qui a remonté vers le Nice caennais, le Zénith, contrairement à ses deux autres collègues, dans celui rue Caponière.

Ainsi les propos qui suivront sont donc des on-dit de la part de son collègue Josué Jean-Bart (qui, comme tous les manifestants chargés, fera la course) : « *Les forces de l'ordre chargent et dispersent les manifestants rue Caponière et dans les ruelles adjacentes* ». Faux. Ce sont quelques lycéennes effrayées qui se sont planquées dans les cochères ou au Bon Sauveur mais sont revenues. Le gros est resté. D'ailleurs, la rue Caponière est une rue très longue, pas apte à une dispersion comme une place.

Il n'est fait mention dans cet article, des tirs de flash-ball. Dans l'accueil du rectorat puis Place Villers. La préfecture les reconnaîtra quelques jours plus tard.

Elle poursuit : « *Après une valse-hésitation, le cortège se reforme. Direction : l'hôtel de ville.* » Faux : le cortège s'est reformé à l'Hôtel de Ville.

Elle s'arrête ici et les heurts à la préfecture autour de 18h ne seront pas couverts.

Quant aux photos, signées Stéphane Geufroi, elles montrent l'expulsion des derniers manifestants de l'accueil et ce heurt aussitôt les manifestants sortis du jardin du rectorat.

On voit là le problème de la rédaction au quotidien. Limite dans le temps : avec le temps de rédaction, de relecture... Plus rien après 17h. Mais aussi dans la retranscription : continuité du témoignage, de la liaison dans le récit... ce qui amène à des erreurs et à des exagérations.

Le lendemain, le 1^{er} décembre, lors d'une manif devant le commissariat, Josué Jean-Bart ne reconnaît toujours pas le chant « Partage », en retranscrivant la final « ça va péter ! ». Il ne fait non plus polémique avec le directeur de la préfecture, bien qu'il témoigne qu'un policier prévenant de la charge n'a pas existé.

Après ces heurts, Ouest France va s'intéresser au déblocage des campus 2 et 3.

Lors des heurts du 4 en centre-ville, après le déblocage du campus 1, les instantanés Internet qualifient ceux qui se battent contre les policiers d'irréductibles. Un propos qui sera repris dans l'article de Josué Jean-Bart (et donc ensuite Liberté). La seule photo de l'AG sera un vote de la part des antibloqueurs (Céliane Ringuet est en premier plan).

Le 6 décembre, on parle d'un déblocage du bâtiment Droit quand celui-ci était fermé administrativement. On parle aussi des dégradations la nuit après le déblocage. L'évacuation ayant été votée mardi, l'université s'est retrouvée ce jour responsable de ses locaux dans la nuit de mardi à mercredi, ce vote n'est donc pas de la responsabilité des bloqueurs. Ce que confond cet article en juxtaposant les faits.

Le 6, lors de la manifestation vers le MEDEF, les Instantanés Internet connaissent des bévues de taille : le Phoenix au lieu de Phénix, entre deux dépêches sur le nombre de manifestants, en une heure, sur deux kilomètres sans de nombreuses ruelles, on perd mille personnes. Sont-ils retournés dans la terre des nombreuses pelouses ?

Le papier du lendemain, le 7, de Beuve rapporte plein de remarques du côté des policiers, interviewe des automobilistes coincées et souligne un propos anarchiste alors que ceux-ci sont minoritaires.

Lê cite la proposition de Jean-Damien, antibloqueur sans le rappeler, et donne le nom d'un étudiant du mouvement que OF a en contact.

Le 12, les chants de manif sont toujours aussi maltraités. Le mot scandé « Grève générale » est qualifié ainsi : « *Une telle action semble en l'état plus relever du fantasme que de la réalité.* » Ce qui relève du conservatisme de Beuve.

Le 14, un article non signé contient : « *quelque 300 manifestants ont à nouveau battu le pavé contre la loi Péresse, Sarkozy, les patrons, le capitalisme, les policiers, les médias, les bourgeois... « C'est toujours les mêmes ! » lance un passant dans la rue, en observant le cortège rue Saint Pierre* » On peut féliciter ce passant très physionomiste ; on peut se demander par quel hasard il a toujours croisé les manifestations. De même, vu les slogans, on peut croire que c'est tous des anarchistes. Mais n'est-ce pas un moyen détourné de Beuve ?

Le 15, enfin une opinion assumée. Isabelle livre une tribune ironique sur le blocage et sur les manifestations intitulée « **Les manifs étudiantes, ça use les souliers...** ». La première manif est qualifiée de sauvage alors qu'elle n'a simplement rien vu. Puis elle dit : « *Et ceux qui en ont vraiment sué, c'est la grande majorité des étudiants privés de cours pendant un mois.* » D'abord quel étudiant avait un calendrier vide de cours en novembre ? De plus, tous les étudiants, bloqueurs comme opposants, donc cette grande majorité, n'ont pas eu cours et ont pu tous en souffrir. Puis elle s'intéresse à un tract humoristique peu diffusé (un tiers de son article). Puis parle des distances des manifs ou même d'une nocturne (elle n'a pas reçu d'invitation non plus).

Le 22, on a bien apprécié la manif de droite. Mais elle finit sur une interpellation dont seul le forum de Résistances mettait au courant.

Conclusion :

Au delà de la méconnaissance des chants de manifs, les propos font preuve de fantasmes de la conservation de l'ordre social. Ainsi au début, cette convergence étudiants-fonctionnaires qui aurait fait une opposition générale unie de l'Etat aurait paru plus forte. Puis ce conservatisme sera incarné par le mouvement antiblocage pour lequel Isabelle Lê fait preuve de sympathie dans un mauvais mélodrame. Puis l'empire bloqueur contre-attaque pour devenir des râteaux anarcho-gaulois. La plus grande sympathie se fera lors de la manif de droite.

On peut opposer un relativisme de Jean-Bart à la démesure omnisciente de Lê qui fera du copier/coller des informations comme sur Internet ou lors du rectorat. Sans oublier l'obnubilation de Jean-Pierre Beuve.

France 3 Basse Normandie

France 3 a couvert le conflit le temps du blocage. Chaque soir de manifestation.

Il n'y a pas de journaliste spécial : Aude Blacher (ancienne de OF, en alternance avec l'école de journalisme de Strasbourg en 2005), Aurélie Miséry, Gwenaëlle Louis, Christophe Poullain (remplaçant national), Thierry Leprévost (plus cameraman, journaliste sur des sujets régionalistes et écrivain d'articles et d'une saga historique pour la revue Patrimoine Normand). Certaines vidéos sont visibles ici : http://fr.youtube.com/profile_videos?user=Samuto14.

Le 7, le reportage fait preuve d'exposition des faits. Cela commence par le spectacle de la mise aux enchères des bâtiments. Les étudiants sont qualifiés de Cassandres, comprenez : « Ils ont raison, mais jamais on ne les croira ». Puis on décrit la loi. La parole est donnée aux étudiants contestataires. Puis la présidente de l'université, Josette Travert, se dit devant le fait accompli et à devoir accomplir.

Le 8, le reportage commence par le début de la manifestation puis on décrit une nouvelle fois la loi. Un étudiant dit se battre pour une pérennité des emplois et des services publics. Puis on s'intéresse à la contestation chez les professeurs par l'interview de l'un d'entre eux. Puis on attend que le bâtiment Sciences soit bloqué.

Le 13, à midi, on s'intéresse au mouvement antiblocage avec une Céliane, plutôt timide, qui appelle à la mobilisation (avant un sujet de Rouen expliquant une AG, comment ça marche). Mais le soir, le reportage est entièrement consacré au mouvement antiblocage, rien sur l'action à la gare, pas un mot. Mais la caméra a su isoler des groupes d'influences, ainsi toute la droite vieille école, membres de l'UMP se trouve derrière la banderole. Céliane dit ses raisons plus à l'aise, puis on montre la levée soudaine des antibloqueurs à l'AG sans en connaître la raison, avec au premier plan tous leurs porte-parole, Céliane mais aussi Hamidou, la demoiselle à l'autocollant et Romain Bail, membres de l'UMP. Mais aucune allusion d'engagement politique n'est évoquée. Pas un mot de la perturbation de la gare.

Le 15, quelques images sur l'occupation des services fiscaux.

Le 19, les lycéens rejoignent le mouvement. « En soutien ». Comme le lycée Allende où des porte-parole expliquent leurs craintes. Puis ceux de Malherbe. Mais on interviewe un de Rostand pour la solidarité entre établissements. Puis le blocage des rues.

Le 20, France 3 montre la pénétration des antibloqueurs avec une échauffourée dans le bâtiment droit, la seule. Et l'explication par la présidente de la fermeture administrative. Rien sur l'action à la gare.

Le 22, les lycéens ne sont pas contre la loi, ils ont en fait surtout « peur ». Et qui pour répondre à leur « peur » ? Le sénateur qui a rapporté la loi à sa chambre, le néo-centriste de Bayeux Jean-Léonce Dupont. J'ai retranscrit cette interview de Christophe Poullain avec la mise en scène formidable sur le forum de Résistance (même sujet, page 7). Face à une question incongrue, il place tout de suite sa langue de bois. Alors on met une première pastille avec un lycéen aux yeux exorbités comme un lapin pour la question sur les frais d'inscription. Dupont y affirme que cela n'a rien à voir, pas de réaction de Poullain. Deuxième pastille identique pour l'introduction des entreprises. Dupont détourne l'attention en parlant des collectivités locales, non concernées par la loi Pécresse. Poullain évoque l'abandon de filières, Dupont répond mondialisation. Poullain veut couper mais laisse passer, concluant « *Très bien ça mériterait une émission entière pour en débattre.* ». Voici ce que je disais de cette interview :

« France 3 a voulu essayer un « 100 questions pour... » Mais avec les moyens du bord. Mais en ne prenant que des lycéens, on entre dans une caricature. Et le moyen n'a pas marché : habitude de l'interview en continu, échanges aussi intenses entre le plateau et la technique non habituels, politesse de ne pas couper l'interviewé, en particulier de le reprendre sur des points fâcheux, habitudes du journalisme à la française. France 3 a donc voulu innover sur la forme avant de se ratatiner sur un fond routinier.

Cet intérêt pour les lycéens est démagogique. Le public de France 3 est familial et les lycéens sont encore des enfants qu'on garde, qu'on protège, qu'on domine alors que les étudiants sont adultes, mûrs d'un discours d'opposition, avec des idées autonomes. » (Lire aussi l'interview de Dupont à Liberté du 29 novembre)

Le 26, point sur le blocage. Un étudiant protestataire s'exprime. Puis interview d'un membre du personnel sur leur protestation. Puis point sur le campus 2, les lycées de Caen dont une élève de Malherbe du comité de presse s'exprimant sur le fait que la question soit uniquement celle du blocage.

Le 27, images du blocage du périphérique et de la gare de Caen et celle de Valognes. Reportage sur les bloqueurs et les antibloqueurs parmi les lycéens et les institutions, notamment la rectrice. Puis l'AG du campus 1, avec la prononciation du vote du blocage avec le doute à cause de l'introduction des lycéens (D'ailleurs, on confond un étudiant en le sous-titrant lycéen, en le confondant avec un lycéen contre le blocage qui a le même prénom mais qui parle de ses revendications adressées à la présidence, donc de l'université). Puis sur les antibloqueurs pour leurs requêtes, interview de ce second « lycéen ». Christophe Poullain évoque une requête de Pau qui a abouti pour les antibloqueurs. C'est donc une généralisation, toutes les requêtes n'ont pas abouti ainsi, tant sur le fond que sur la forme, et on peut donc penser que celle-ci condamnera les bloqueurs de Caen, voire pouvoir les expulser.

Le 29, pas d'images de l'expulsion par les forces de l'ordre du rectorat car le cameraman se trouvait alors dans l'accueil et toute la marée bleue le contourne puis il filme sa sortie mais un manifestant camoufle son objectif avec son parapluie. Du coup, aucune image pour ce jour. La présentatrice Gwenaëlle Louis semblait vexée lors de son évocation. (Cependant, TF1 en aurait diffusé quelques images à son 20h).

Le 30, sit-in place du Théâtre pour protester de la répression, sit-in considéré comme faisant suite à la manifestation devant le commissariat dont on n'a pas d'image. Puis évocation des levées du blocage des campus 2 et 3. Interview de la présidente à cette occasion avec un Jérôme Ragueneau qui insiste à ce que ce soit les antibloqueurs qui aient raison.

Le 4 décembre, sujet sur le déblocage du campus 1. Interview d'un étudiant qui en a « *ras le cul du blocage* ». La joie après la déclaration du nombre de votants sur le blocage. Image d'antibloqueurs buvant du champagne (avec en premier plan, la demoiselle à l'autocollant). Plan sur une étudiante tremblante derrière le mégaphone avec l'autocollant « Loi Pécresse, Loi traîtresse ». Interview de Travert. Puis de Romain Bail qui s'exprime sur les journées banalisées, qui croit au reblocage sans qu'on le contredise. La journaliste, Gwenaëlle Louis, croit la reprise fragile. Quelques images de la manif et des affrontements ; et entre deux, l'appel désespéré d'un bloqueur à la remotivation du mouvement. En fait, elle l'interviewe une première fois en AG où il est serein puis se fait le décompte, ils sortent ; ils refont l'interview mais en plus de la foule, la pression du média lui donne son stress communicatif, si bien qu'il ne sait ce qu'il dit. En fait, comme en presse écrite, on assiste à ce que les réponses permettent la trame du journaliste.

Le 5, sur la reprise pas encore générale. Zoom sur les dégâts commis dans la nuit.

Conclusion.

Sur France 3, on est passé d'une description juste à des lycéens devenus des zombies. On pourrait se dire qu'avec le régionalisme, comme les lycées ici ont commencé les premiers et étaient les plus forts, ils ont plus mis en avant. Mais pourquoi occulter les étudiants toujours aussi présents, dans toutes les opinions ? Justement pour ne pas avoir d'opinion. Non que France 3 voulait rester objectif et ne pas s'engager ; bien au contraire, il s'agit pour France 3 de ne pas propager le mouvement protestataire et donc bloqueur. En niant une vie à ces étudiants, on assiste à un retour à la normale, au discours social dominateur. De cette façon, au sujet des lycéens, on a vraiment droit à une caricature. Ils sont effrayés de la loi sauf quand ce sont des antibloqueurs.

Analyse globale

On l'a donc bien vu, tous les médias ont affiché une hostilité à ce mouvement parce que protestataire (plutôt que mineur ou corporatiste, d'où la mesure de l'intérêt), et contre le blocage. Il n'y a plus le lyrisme du mouvement anti CPE qu'on pouvait se permettre quand on tirait sur l'ambulance Chirac.

Qui de la conversation sociale ou de la légitimité électorale aura fait cette opinion ? A l'inverse des médias nationaux emparés par l'idée de réforme et qui, toujours par abstention manifeste, fera de la LRU la seule possible, les propos contre Sarkozy ont été très mineurs et vers la fin pour illustrer un noyau dur. C'est donc cette conversation sociale qui l'emporte. En effet, la pensée leur échappant, on en revient à un inconscient hypnotisé. Devant ce mouvement, on en revient à ce que rien ne doit bouger, d'où l'importance accordée aux antibloqueurs et aux lycéens, plus en situation.

Sur « l'intérêt capitaliste », cet inconscient est un milieu d'incubation. C'est plus la fatalité, le « c'est comme ça et puis c'est tout ». D'un côté, on a Ouest-France et Liberté, des entreprises du même groupe (groupe OF), de l'autre, France 3, le service public. Mais tous se donnent la mission divine, mais toujours laïque, objective, de relater l'information en toute sa vérité. Il est évident que c'est faux, que cela reste té-moi-gnage. Mais dans cet orgueil, on se laisse emporter par sa morale. Et la bonne morale, c'est défendre cette société actuelle où on a tous sa chance, par le capitalisme, l'ascenseur social des études qu'il ne faut annihiler. C'est un discours mixte qui est si inconscient que, même démontré à leur façon, comme l'existence de Dieu par Descartes, les journalistes auront du mal à le reconnaître. Tout comme ils n'ont jamais compris l'hostilité généraliste de nombreux étudiants, notamment dans le campus 1.

Sans parler des erreurs, des lapsus qui rajoutent dans la désinformation. Même dans les détails ; et l'on sait où se cache le diable...

Mais c'est bizarre, l'inconscient, des fois il vous fait oublier, des fois il vous fait souvenir, des fois c'est clair, des fois c'est confus. Et bien il en sera de même lors des rétrospectives de fin d'année. Liberté ne dit rien ! Ouest-France assimile ce mouvement avec celui des fonctionnaires (contre l'augmentation du nombre d'années de cotisation pour la retraite). Pour France 3, Jérôme Ragueneau, leur Jean-Pierre Pernaut, signe la rétrospective. Ainsi des images sans ordre chronologique surtout centrés sur les antibloqueurs tant au niveau de l'université que celui du lycée, survolés par une généralisation en une espèce habituelle de défense du service public (ainsi on remarque dans la rétrospective d'octobre, le début du mouvement contre la loi Péresse parce que les premiers opposants se sont joints aux fonctionnaires ; mais dans celle de novembre, la seule parole donnée est à un enseignant). Puis focus sur le mouvement antiblocage qualifiée de majorité silencieuse qui réclame la liberté de travailler avec des images de leur première réunion puis la pénétration dans le bâtiment droit, puis sur l'étendue aux lycées. Avec cette citation sur les lycéens, *"les bloqueurs sont les plus déterminés, quitte à enfoncer des portes ouvertes pour expliquer pourquoi elles doivent restées fermées"*. Ca, c'est de la formule. La réponse lycéenne dans le montage : *"[...] Parce qu'un blocage où on autorise les gens à aller en cours, ce 'est plus un blocage."* (Coupure sèche).

L'inconscient, c'est aussi un abîme où s'enfouissent les souvenirs pour qu'ils ne soient plus à l'esprit.

Rien sur les perturbations des Conseils d'administration de l'université (hormis dans une question lors d'une interview de Josette Travert dans le Ouest-France du 20 avril).

L'OF du 29 janvier 2008 fait le portrait de quelques étudiantes comme des copines de Sophie Marceau dans le film du même nom qui termine la trilogie La Boum. La force ou faiblesse de l'article est donc la généralisation. Elles avouent des difficultés classiques d'études qu'on essaie de faire passer pour dues au mouvement. On ne sait pas ce qu'elles sont devenues.

Josué Jean-Bart relate le 21 mars une réunion du Centre Régional de Documentation Pédagogique sur « l'exercice des libertés publiques et pratiques de la citoyenneté au lycée. », qui en fait revient surtout sur le mouvement contre la loi Pécresse (d'ailleurs, la photo est celle de la planche jetée au rectorat). La discussion écarte donc d'emblée la participation initiale et majeure des étudiants. Il se contente surtout de relever les paroles des professeurs, proviseurs, sociologues... Mais il se lâche dans l'introduction, avec « *des centaines de lycéens* » ou « *riposte virile des gendarmes mobiles.* » Les pédagogues appuient sur la légitimité électorale et surtout que les jeunes n'ont toujours pas leur place. Du décalage avec les adultes qui leur laisse exprimer la violence, sans imaginer la riposte. Ce que Josué résume par « *Retour brutal à la réalité, limite de leur action.* » Mais lui présent ce jour au rectorat oublie donc aussi les étudiants qui ont coordonné autant dans la violence que dans sa prévention et les conséquences des agissements de la police. Les intervenants insistent sur la quotidienneté ; mais c'est pour mieux te dominer, mon enfant. Enfin, Jean-Bart regrette la faible participation dont celle des parents.

Sur les interpellations, aucun procès ne sera relaté. Contrairement au mouvement anti-CPE, certes aux arrestations bien plus nombreuses. Sauf, l'OF du 17 janvier, l'arrestation pour une agression à la Folie-Couvrechef, en marge d'une manif. Pas l'autre connu et cité, relaxé d'incitation au meurtre de policier, d'outrage, de port d'armes mais condamné de 300€ d'amende avec sursis pour un tag sur la mairie de Caen en plus des frais.

Et les antibloqueurs, déjà militants à droite, ont capté la lumière des photos et des caméras lors des élections municipales de mars 2008 aux côtés de Brigitte Le Brethon (UMP, maire sortant et battu) et Luc Duncombe (Nouveau Centre, ancien adjoint, non élu).

Comme quoi l'inconscient, ce serait encore âge tendre et tête de bois, comme en un certain mois de mai.

Récit des manifestations

Les récits des manifestations ont été écrits, pour la plupart, après qu'elles aient eu lieu.

Index des illustrations

Illustration 1: Blocage du bâtiment Lettres.....	18
Illustration 2: préfecture de Caen.....	18
Illustration 3: Cortège prenant la direction des ateliers SNCF.....	19
Illustration 4: Occupation du bâtiment des services fiscaux du Calvados.....	20
Illustration 5: Occupation des voies SNCF.....	21
Illustration 6: Occupation du périphérique nord.....	22
Illustration 7: Cortège remontant l'avenue du 6 juin.....	24
Illustration 8: Évacuation du rectorat.....	25
Illustration 9: Feu de palettes place Saint Pierre.....	28
Illustration 10: Affrontements place Saint Pierre.....	29
Illustration 11: Feux de poubelles devant l'université.....	30
Illustration 12: Cortège se dirigeant vers le MEDEF.....	31
Illustration 13: Façade de la rédaction de Ouest France.....	32

Blocage du bâtiment Lettres le 6 novembre 2007

Début du blocage du bâtiment Lettres dans le cadre du mouvement contre la LRU. Une AG a lieu à 17h30 en amphi Tocqueville, elle décide de passer la vitesse supérieure par le blocage du bâtiment Lettres. Afin de le mettre en pratique, l'AG se déplace de l'amphi Tocqueville au bâtiment Lettres. Le blocage est effectif et l'AG peut se terminer.



La plupart des premiers bloqueurs ont participé au mouvement CPE. Ils ont donc acquis des réflexes qu'ils mettent en pratique: récupération de chaînes pour bloquer les issues, mise en place

Illustration 1: Blocage du bâtiment Lettres

des chaises et tables pour bloquer les entrées. Du blanc de Meudon (et non d'Espagne) est acheté en urgence pour recouvrir les fenêtres et baies afin de préserver *l'intimité* des bloqueurs.

A l'instar du mouvement CPE, un drapeau pirate est dressé, non pas sur le toit, mais au 3ème étage du bâtiment afin qu'il soit bien visible de l'esplanade.

Manifestation du 8 novembre 2007



Illustration 2: préfecture de Caen

Environ 500 personnes ont défilé dans les rues de Caen. Partant du phénix, le cortège s'est dirigé vers le centre ville via le château. En tête, les étudiants tenaient une banderole où il était inscrit « *La fac n'est pas une entreprise. Nous ne sommes pas à vendre* ». Arrivé au carrefour Saint Pierre, les manifestants ont bloqué la rue et entonné la tactique du libéral. Le cortège s'est ensuite dirigé vers la rue Saint Pierre pour rejoindre la préfecture.

Devant l'hôtel de la préfecture, un militant a fait le point sur les lois contre les immigrés et les manifestants ont été invités à donner leur ADN en crachant sur les murs. Le cortège est ensuite reparti vers l'avenue du 6 juin pour emprunter la voie de tram (la revendication des transports gratuits a été votée en début de mouvement). jusqu'à la fac. Une fois arrivés sur le campus, les manifestants ont investi le bâtiment Sciences qu'ils ont commencés à bloquer en démenageant tables et chaise vers les entrées du bâtiment.

Manifestation du 13 novembre 2007

Après une AG qui a duré près de 3 heures et qui a rassemblé entre 1 500 et 2 000 personnes, les étudiants avaient fixé un rendez vous à 14h devant le phénix pour une manifestation. La grande question était de savoir si les étudiants caennais allaient suivre la proposition de la coordination nationale d'occuper la gare. Les policiers tentent d'en savoir plus...sans succès. L'AG s'étant terminée tard, les étudiants arrivent au compte goutte après s'être restaurés. Le cortège s'ébranle du phénix et on peut compter environ 750 personnes. Avec la banderole traditionnelle "*ils précarisent, on s'organise pour la convergence des luttes*", une nouvelle fait son apparition "Fac à vendre Sarko-immmo".

Au delà des revendications purement étudiantes sur l'abrogation de la loi Pécresse, les manifestants scandent des slogans demandant la gratuité de l'éducation, de la santé et des transports. Sur le chemin menant au centre ville, les étudiants font un arrêt devant la boutique Twisto (qui gère le transport urbain sur l'agglomération caennaise). La boutique est occupée quelques minutes pendant que dehors, un texte réclamant la gratuité des transports est lu au mégaphone.

Le cortège prend ensuite la direction de l'hôtel de la préfecture mais l'évite ostensiblement pour aller passer près du centre administratif où est situé le bureau des étrangers. Plusieurs manifestants crient "de papiers pour tous ou pas de papiers du tout!".

Le cortège prend ensuite le cours de Gaulle et longe la prairie, tout le monde devine alors l'objectif final, les policiers se montrent un peu plus nerveux. Le pont de Bir Hakeim est franchi mais au lieu de prendre la rue Saint Michel pour se rendre directement à la gare, le cortège prend le quai Meslin jusqu'à hauteur du BHV. Ensuite il bifurque vers la gauche comme s'il retournait en centre ville ! Sur le rond point du 36ème RI, le cortège prend à contre sens le quai de Juillet pour emprunter le pont Churchill. Plus de doute, la gare est bien l'objectif de la manifestation.

Sur l'ancien terrain du centre de tri, l'association de SDF toi sans toit mais pas sans voix³ est en train d'installer des tentes à l'instar du campement de la rue de la banque à Paris. Les étudiants manifestent vocalement leur soutien aux SDF tout en continuant à se diriger vers la gare en suivant la voie de tram. Contrairement au CPE, la gare ne sera pas prise par le parco-train ni les talus. Le cortège passe devant l'entrée principale de la gare mais ne s'y arrête pas. Plusieurs personnes crient "aux ateliers!" et les



Illustration 3: Cortège prenant la direction des ateliers SNCF

manifestants prennent la direction des ateliers et du dépôt SNCF. Le cortège rassemble alors 1 200 personnes. Les étudiants passent à l'intérieur des ateliers tout en distribuant des tracts aux agents SNCF. L'accueil est bon et des agents SNCF incitent les étudiants à continuer le mouvement. Les manifestants sortent des ateliers et occupent les voies du dépôt SNCF. Des discussions débutent entre

3 Branche local des enfants de Don Quichotte

agents et étudiants. La section départementale d'intervention pointe le bout de son nez à l'extrémité du quai A. La seule sortie du dépôt étant les voies, l'occupation ne dure guère plus de 10 minutes. Par mesure de prudence, les manifestants décident de libérer les voies dans le calme. Au lieu de repartir vers le centre ville, les étudiants se dirigent vers le centre EDF qui se situe non loin de la gare, rue du Marais. Des tracts sont distribués aux agents. Là aussi, l'accueil est bon malgré que peu d'agents soit présent. Après 15 minutes, le cortège repart enfin pour le centre ville, une partie des manifestants est directement repartie sur la fac car la fatigue se faisait sentir. Il reste encore 700 personnes dans le cortège qui prend la direction du centre ville. Un arrêt est marqué au niveau de la station de tram SNCF où les distributeurs de ticket sont obturés. En repassant devant le campement de tentes, un appel à la solidarité est lancé envers les étudiants pour qu'ils apportent des couvertures mais aussi du café chaud, de la bouffe pour ceux qui dormiront le soir sous les tentes, faute de logement décent.

Manifestation du 15 novembre 2007

Nouvelle action des étudiants cette après midi. Le rendez vous est finalement fixé à 14h30 alors que depuis quelques jours il était annoncé 14h. Les premiers à ne pas être au courant de ce changement sont les policiers qui sont présents en force dès 13h45 (on a pu dénombrer 3 RG, 5 motards et 4 agents de la bac). Pour la première fois, les agents de la BAC se sont mêlés au cortège, souvent sous la surveillance de certains militants. 14h45, le cortège se met en place; près de 560 personnes, selon la police, ont répondu à l'appel. On compte des étudiants des différents campus mais



Illustration 4: Occupation du bâtiment des services fiscaux du Calvados

aussi des étudiants de l'IRTS (Institut Régional des Travailleurs Sociaux) venus avec leurs banderoles ("futurs travailleurs sociaux en grève"). Les slogans sont toujours dirigés vers la loi Péresse mais pour la première fois, les manifestants en appellent à la mobilisation des caennais ("*Caen bouge ton cul, viens dans la rue*"). Le cortège emprunte le Gaillon puis prend la rue Saint Pierre. Au milieu de la rue, un groupe de lycéen arrive en face, ils viennent du lycée Fresnel et chantent "lycéens, étudiants, même combat". On peut dénombrer 800 participants à la manifestation à ce moment là. La rue Saint Pierre est rapidement remontée et place Malherbe, le cortège se dirige vers la préfecture. On sent de la nervosité chez les policiers ; l'épisode des crachats contre le mur en début de semaine n'a pas encore été digéré. Les étudiants passent tranquillement devant la préfecture puis se dirigent vers l'hippodrome. Arrivés au niveau de la cour d'appel, des guetteurs font signe de les rejoindre sur les marches de la direction des services fiscaux du Calvados. Les portes sont ouvertes et les manifestants s'y engouffrent. Les étudiants se répartissent entre les étages et vont distribuer des tracts aux agents du fisc. Des discussions s'entament aussi. Les policiers de la BAC entrent aussi et surveillent quelques personnes.

Après 1h15 d'occupation, les manifestants décident de partir, il reste alors environ 200 personnes.

Manifestation du 20 novembre 2007

Après la manifestation du matin (pour la défense des retraites et des services public) et l'AG qui a reconduit le blocage pour une semaine, les étudiants s'étaient donnés rendez vous vers 15h au phénix. Malgré la pluie, il y a du monde, des lycées renforcent le cortège. Au lieu de descendre le traditionnel Gaillon, le cortège se dirige vers le château, ce qui oblige les policiers à aller se cacher ailleurs. Une fois dans l'enceinte de Guillaume le conquérant, les premiers portables commencent à sonner : les anti-bloqueurs se préparent à débloquent. Faisant fi de ces rumeurs, le cortège continue sa route. A la sortie du château, les rumeurs se font de plus en plus insistantes : les anti-bloqueurs s'attaquent aux bâtiments Sciences et Droit, il faut du renfort. Une cinquantaine de personnes remonte le cortège à contre sens créant un mouvement de paniques parmi les manifestants. Des militants plus expérimentés appellent à la raison en expliquant qu'il n'y a pas besoin d'autant de monde pour tenir les bâtiments en sachant qu'une AG du personnel se tient en même dans le bâtiment Sciences.

Après ce moment de flottement, le cortège se dirige vers la rue Saint Pierre qui est rapidement remontée. Au carrefour Malherbe, les manifestants prennent la direction de la préfecture. On sent les policiers tendus, ils s'attendent encore à une occupation d'un bâtiment public... Une fois l'hôtel de la préfecture passé, le cortège prend la direction du centre administratif. Il passe au ralenti faisant croire à une possible invasion, les portes du centre sont fermées à la hâte. Finalement, le cortège ne s'arrête pas et file vers la prairie. Les manifestants sont au nombre d'un petit millier et ils se dirigent vers l'Orne... ou vers la gare.

Durant tout le défilé, des informations contradictoires arrivent des bâtiments, semant le trouble parmi les manifestants, certains hésitant à remonter sur le campus 1. Arrivés au niveau du point de Bir-Hakeim, la tête du cortège remonte le quai de Juillet à contre sens. Pendant que les manifestants remontent le quai, une partie est dirigée sur le pont pour l'occuper. L'opération se renouvelle au passage de chaque pont. Bientôt, les 4 ponts permettant de passer l'Orne sont occupés. Avec les informations qui arrivent du campus 1



Illustration 5: Occupation des voies SNCF

(déblocage du bâtiment Droit),

la commission action décide de réduire le temps d'occupation des ponts. Après 10 minutes, deux cortèges distinctifs se forment pour prendre la direction de la gare : un par la voie de tram, l'autre par la rue du BHV. Au dernier moment, celui qui utilisait la voie de tram, coupe par l'espace laissé vidé par l'ancien tri postal pour se diriger vers le parcotrain. Une partie des manifestants utilise le souterrain, l'autre passent directement par les voies. Une fois sur les voies principales, les manifestants se regroupent et posent les banderoles. Les cheminots grévistes observent l'action de loin (ils sont dans les ateliers). Des manifestants viennent les voir et leur demandent de les rejoindre. Ces derniers s'exécutent et un dialogue s'établit entre grévistes. Les cheminots rappellent en premier quelques règles de sécurité pour éviter des accidents sur les voies. Puis, tous les manifestants prennent position devant le seul train à quai à ce moment là côté Paris. Les informations n'étant pas bonnes du côté du

bâtiment Droit, l'action est écourtée. Le cortège se dirige vers le parcotrain et repart vers la direction du campus 1. Arrivés sur le campus, les manifestants apprennent que des antibloqueurs sont entrés par la force, et avec la complicité d'un professeur, dans le bâtiment Sciences. Une bloqueuse a été poussée dans les escaliers, un bloqueur a reçu des coups dans le genou (qui lui valent des béquilles pendant 1 mois). Un enseignant a juste eu le temps de retirer des mains d'un étudiant antibloqueur la matraque télescopique qu'il allait utiliser. Ce climat de violence se poursuit dans le hall du bâtiment Droit où les antibloqueurs se sont dirigés. Le secrétaire général de l'université ainsi qu'une vice-présidente sont présents sur les lieux. Des militants aperçoivent ensuite le directeur départemental de la police qui discute avec le secrétaire général de l'université. Des étudiants ont aperçu le mouvement des gendarmes mobiles qui se sont dirigés vers le campus et se sont stationnés rue du magasin à poudre. La présidente de l'université, non présente sur Caen, aurait donné son feu vert pour leur intervention au sein du bâtiment Droit afin de faire baisser la tension. Mais sa vice-présidente a préféré dialogué avec les bloqueurs et les antibloqueurs afin qu'il n'y ait pas d'affrontements. Les deux groupes acceptent finalement de sortir du bâtiment. Les forces de l'ordre se retirent alors des abords du campus. La présidence décide immédiatement de fermer administrativement le bâtiment Droit.

Manifestation du 22 novembre 2007

Beaucoup de monde rassemblé en début d'après midi devant le phénix. Dès 13h30, des petits groupes de lycéens remontent le Gaillon. On peut évaluer la foule à environ 3 000 personnes. Les manifestants continuent d'arriver pendant que d'autres commencent à s'impatienter. 14h20, la consigne de départ est donnée dans les mégaphones. Surprise, au lieu de descendre le traditionnel Gaillon, l'ordre est donné de prendre la direction de l'esplanade. Réaction immédiate des manifestants: on va prendre le périph. C'est sûrement ce que se dit aussi la police qui se fait très discrète. La montée jusqu'au restaurant universitaire se fait poussivement. Arrivés au niveau du lycée Laplace, d'autres lycéens rejoignent le cortège. Celui-ci continue de prendre la direction du périphérique nord. Arrivée à *l'os à moelle du CHU*, le cortège emprunte la bretelle pour la direction de Paris. Des voitures de



Illustration 6: Occupation du périphérique nord

militants sont déjà en train de faire une opération escargot dans les deux sens de la circulation afin d'éviter les accidents. Déjà, des petits groupes de lycéens quittent le lieu, de peur de devoir affronter les forces de l'ordre. Les policiers en civil sont aussi nombreux dans le cortège (c'est d'ailleurs parfois à la limite de la paranoïa chez certains manifestants). Une automobiliste arrêtée dans le sens Paris-Cherbourg indique aux manifestants qu'elle a vu des CRS non loin du viaduc de Calix. Des éclaireurs sont envoyés afin de vérifier l'information. En attendant, le cortège est à l'arrêt, la commission Pouet

Pouet assurant l'interlude. Après avoir eu l'assurance que la voie était dégagée, le cortège reprend sa marche jusqu'au niveau de l'échangeur de la Pierre Heuzé. Et là, problème. La commission action avait prévu de quitter le périphérique à ce niveau ; d'autres ne l'entendent pas de cette manière et poussent les manifestants à continuer jusqu'au viaduc de Calix. Le cortège se scinde en deux, une partie montant sur la bretelle de sortie de la Pierre Heuzé. Plusieurs membres de la commission action, mais pas uniquement, parlementent avec ceux qui veulent continuer plus loin. Les discussions sont vives. Au bout du compte, les partisans d'aller jusqu'au viaduc décident de bouger, le mouvement de foule aidant, l'ensemble des manifestants prend la direction du viaduc. La tension est à son comble. Arrivé à l'échangeur de la porte d'Angleterre, aucun policier en tenue de maintien de l'ordre n'est visible. Seules quelques unités de la BAC tournent et prennent des accès à contre sens. La tête de cortège arrive à canaliser la foule et les manifestants sortent du périphérique pour prendre la direction de l'avenue Clémenceau.

Le cortège remonte tranquillement l'avenue. Peu après le CHR, le cortège emprunte la rue de la masse pour se diriger vers la rue basse. Le dispositif policier (6 camions de gendarmes mobiles + la section départementale d'intervention) a déjà quitté les abords du périph pour se rendre rue Varignon. Arrivés rue Basse, plusieurs manifestants commencent à prendre des poubelles, certains sont renversées sur la route. A l'angle de la rue Basse et de la rue Varignon, un cordon de gendarmes mobiles attend les manifestants : pas question d'aller toucher au local de l'UMP ! Des manifestants se mettent spontanément devant les gendarmes mobiles et ne cessent de crier de continuer d'avancer car "*ce n'est pas l'objectif principal*". Certains manifestants protestent d'ailleurs contre ce *service d'ordre improvisé*. Le cortège poursuit sa route vers le centre ville en passant par la tour Leroy puis il arrive place de la République. Au final, les manifestants se rassemblent devant l'hôtel de la préfecture. Certains s'assoient après ce long trajet, d'autres commencent à jouer de la musique. D'autres manifestants veulent de l'action et commencent à rassembler les poubelles recueillies sur le parcours et les placent devant la grande porte bleue. Ceci n'étant pas assez *radical*, ils décident d'y mettre le feu...sous les yeux d'un responsable de la police. C'est à ce moment que la section d'intervention déboule du boulevard Bertrand et que les gendarmes mobiles arrivent de par le restaurant administratif. Un mouvement de foule s'ensuit. Plusieurs personnes appellent au calme. Quelques manifestants lancent des canettes sur les forces de l'ordre, ces derniers répliquent en déployant flash-ball et lance lacrymogènes. Nouveau mouvement de foule. Un camion de pompier arrive et va éteindre le feu de poubelles. Les gendarmes mobiles continuent de se déployer (les camions arrivent en renfort avec les gyrophares allumés) et repoussent les manifestants qui se trouvent du côté du théâtre. De l'autre côté, certains continuent à lancer quelques canettes puis repartent en courant. Un semblant de charge permet aux forces de l'ordre de reprendre totalement les abords de la préfecture. Un appel à remonter vers la fac est lancé au mégaphone et la majeure partie des manifestants prend la direction du campus. Seuls quelques 200 *irréductibles* font face aux forces de l'ordre. D'autres appels à quitter les lieux sont lancés, quelques militants vont discuter directement avec ceux qui veulent en découdre et leur expliquent des consignes pour éviter de se faire arrêter en rentrant chez eux. Vers 17h15, il n'y a plus personne près de la préfecture, tout le monde est rentré au bercail après cette longue marche.

Manifestation du 27 novembre 2007

Après une longue AG où le vote du blocage a dû être recompté une seconde fois, les étudiants avaient donné rendez vous à 14h au phénix. Les lycéens ont répondu à l'appel et sont nombreux à être présent (ils représentent 70% du cortège). Vers 14h15, le cortège s'ébranle vers la Pigacière, il prend la direction de l'avenue Clémenceau.

Premier arrêt au niveau du conseil régional où les manifestants trouvent portes closes. Plus bas,

les gendarmes mobiles, en alerte, barrent les entrées de la rue Varignon (où se situe le local de l'UMP). Le cortège reprend l'avenue Clémenceau et se dirige vers le périphérique. Plusieurs groupes en profitent pour coller des affiches sur tous les supports disponibles. On sent que la tension monte, les flics seront ils présents pour y interdire l'accès ? Une nouvelle fois, c'est loupé, les manifestants arrivent sans encombre sur la voie express. Au lieu de prendre l'entrée du viaduc de Calix comme pendant le CPE, le cortège prend à contre sens la bretelle de sortie de la porte d'Angleterre. Quelques personnes quittent l'action, de peur, de voir débarquer les forces de l'ordre. Un manque de communication au sein de la commission action ne permet pas efficacement de ralentir la circulation. Néanmoins, celle-ci est maîtrisée par les manifestants afin d'éviter des incidents graves avec les automobilistes.

Une autre groupe de manifestants, quant à lui, arrive du CHU, les deux groupes se réunissent au niveau du pont de la Pierre-Heuzé. On alors comptait environ 2 500 à 3 000 personnes. Un sit-in est organisé pendant un bon petit quart d'heure. Puis l'ordre est donné de quitter le périph via la sortie Pierre Heuzé. Le cortège contourne le quartier via le boulevard Vanier. Plusieurs manifestants se demandent d'ailleurs qu'elle est la cible. Après avoir fait le tour du quartier, le cortège prend la direction du lycée technique Lemonnier rue d'Hérouville. Là, les portes sont closes, le proviseur attend de pied ferme les manifestants. Les élèves du lycée sont appelés à sortir mais peu répondent à l'appel. Après Lemonnier, le cortège prend la direction du lycée privé Saint Marie. L'histoire se répète et les grilles sont fermées, les lycées à l'intérieur démontrent leur solidarité mais sont empêchés de sortir. Quelques jeunes UMP du lycée tentent de narguer les manifestants, un responsable du lycée les fait rapidement rentrer.

En attendant que tout le cortège arrive, la tête fait un petit sit-in devant le théâtre des Cordes. Une fois tout le monde arrivé, le cortège descend la rue des Cordes à contre sens pour rejoindre le

château, beaucoup sentent que l'objectif final est pour bientôt. Au niveau du château, les manifestants empruntent l'avenue du 6 juin, en contre sens, direction la gare. Des consignes sont donnés pour récupérer ce qui traîne sur le passage (poubelles, planches, etc...). La vitesse s'accélère un peu. Le cortège se scinde de nouveau en deux, une partie empruntant la rue Saint Jean pour accéder aux ponts sur l'Orne. Les deux cortèges se divisent ensuite en deux pour aller occuper les 4 ponts sur l'Orne. il est alors



Illustration 7: Cortège remontant l'avenue du 6 juin

16h30 et cela fait déjà deux heures que les manifestants marchent, beaucoup en profitent pour faire une pause.

Après un petit quart d'heure, les occupants du pont Churchill (celui où passe le tram) se rassemblent avec ceux d'autres ponts. Tout ce petit monde prend la direction de la gare via la voie de

tram. Au dernier moment, les manifestants bifurquent et passent par le parcoTRAIN et les voies SNCF sont envahies. Tout le monde ne va pas sur les voies, certains hésitent de peur d'avoir à faire à une charge des forces de l'ordre. Néanmoins, on peut estimer que 6 à 700 personnes étaient présentes sur les voies. Un sit-in est organisé. Contrairement à 2006, on ne sent d'animosité de la part des voyageurs, la plupart le prend avec philosophie. Sur les coups de 17h, un demi escadron de gendarmes mobiles passe sirène hurlante sur les quais de l'Orne mais ne prennent pas la direction des entrepôts désaffectés derrière la gare. Cela suffit néanmoins à faire peur à plusieurs lycéens qui décident de rentrer "avant que ça pète".

Est ce la fatigue ou le froid mais vers 17h30, les derniers manifestants décident de quitter les voies et repartent en cortège vers le campus 1.

Manifestation du 29 novembre 2007

14h30 Rassemblement au phénix et départ de la manifestation par la rue de Geôle puis on tourne dans la rue Saint-Pierre. Petite pause place Malherbe. A gauche, rue Saint-Laurent, direction la préfecture. Aucun arrêt devant le conseil général, la préfecture, le palais d'assises et prud'hommes (le bunker). Direction la mairie, pas d'arrêt. On va rue Guillaume Le conquérant pour la rue Caponière et donc le Rectorat. Pourquoi le rectorat ?

A cause de la décision de la rectrice de faire évacuer par les forces de l'ordre le lycée Rostand mardi. Les manifestants lycéens les plus en verve sont de ce lycée. Les forces de l'ordre sont déjà présentes, mais sur les côtés. Cela pouvait sentir le piège car quand les lycéens de Malherbe étaient venus réclamer la levée de la fermeture administrative, ils avaient trouvé la barrière d'entrée close. La pénétration de manifestants aurait été facilitée par des forces internes. Elle se fait par l'entrée. Aussitôt le premier manifestant entré, les forces de l'ordre se montrent. Elle est déséquilibrée. A droite, point de salut, les flics sont à son entrée. En face, la double porte coulissante est fermée par intervention électronique mais quelques policiers veillent. A gauche, une trentaine de personnes investissent le couloir mais les forces de l'ordre de ce côté se réveillent. Au



Illustration 8: Évacuation du rectorat

total, une soixantaine, voire quatre-vingt personnes sont à proximité de l'entrée et des marches et sont délogés manu militari à coup de matraques et de boucliers. (Sauf France 3 qui suit tranquillement le fleuve de casques. D'ailleurs aucune image n'a été diffusée ce soir car lors de l'évacuation au plus près de l'entrée, on a gêné le caméraman, sans doute pour empêcher la reconnaissance de ces manifestants.).

Tous les manifestants se retrouvent au plus près derrière les voitures du parking en face. Mais ce n'est pas assez pour les forces de l'ordre. Un bombardement de gaz lacrymogènes a lieu dans la

pelouse un peu boueuse. Il n'y a pas de chemin précis pour descendre.

On se retrouve donc tous dans la rue Caponière, devant la grille du rectorat. Petite pause de deux trois minutes où des forces d'intervention forment une barrière. Le gros de la troupe arrive depuis le bâtiment. Alors charge sur les deux côtés. Je me trouve dans celui du côté du Bon Sauveur.

La foule qui n'a pas peur des hommes en bleu s'organise devant le bar tabac presse en y déposant quelques poubelles. Nouvelle envolée de gaz lacrymogènes plus poivrées en plein dans la foule la plus massé et la plus pacifique. Recul de quelques mètres, en dépassant la place Villers, limite du bâtiment du Bon Sauveur. Lâcher de bombes pétaradantes qui éclatent au niveau de la tête des personnes. Cette foule téméraire reste au plus près. Flottement d'une trentaine de minutes. Les manifestants vont jusqu'à la place Villers, le Bon Sauveur et les forces de l'ordre demeurent devant le commerce. Devant le statut quo, la foule remonte la rue Caponière.

Arrivé à la mairie, le principal groupe (environ 1 000 personnes) amoncelle des poubelles et des barrières devant les grilles de la mairie, le rond point situé devant l'hôtel de ville est occupé. Le groupe ayant contourné les policiers (environ 150 personnes) rejoint le premier à ce niveau.

Après quelques minutes, le cortège repart vers le centre ville via la rue Ecuyère, un lycéen qui trainait en fin de cortège est interpellé par la BAC. Les manifestants se dirigent ensuite vers la préfecture au son de "Caen, debout, réveille toi". Ils se posent ensuite devant la préfecture. Au bout de quelques minutes, les gendarmes mobiles refont leur apparition. Un mouvement de panique s'ensuit, des appels à retourner sur le campus sont lancés au mégaphone. Mais la majeure partie des manifestants reste entre la Poste et la préfecture. Le directeur départemental de la sécurité publique tente de s'avancer vers les manifestants, il se fait copieusement huer et les manifestants lui demandent même un discours.

Sans raison apparente, et alors que les manifestants chabraient gentillement les forces de l'ordre, l'ordre est donné de "nettoyer" la place. Les gendarmes mobiles et les policiers avancent sur une ligne, les manifestants partent soit vers le théâtre soit vers la place de la République. C'est du côté de celle-ci que les incidents sont les plus graves, plusieurs lacrymogènes sont envoyées. La police utilise de nouveau des flash ball (un manifestant atteint dans le dos, un autre à la cuisse) et procède à plusieurs interpellations dont au moins une assez violente (plusieurs coups de matraques successifs). Un petit groupe tente de faire face aux policiers à l'extrémité de la place et de la rue Demolombe. Il reste à cet endroit pendant un quart d'heure puis se dirige vers la place Bouchard où la plupart des manifestants s'étaient réfugiés. La consigne est ensuite donnée de rentrer ensemble vers le campus 1. En fin de cortège, des voitures banalisées repèrent les manifestants mais aucune interpellation n'est à déplorer sur le retour. Sur les coups de 18h, une voiture de la BAC est rentrée **sur le campus** au niveau du phénix via la voie de tram. Elle est ensuite allée se garer juste devant l'entrée de bâtiment Sciences (à côté de l'amphi Dumont d'Urville), les policiers ont menacé verbalement de s'en prendre à un militant puis sont partis voyant que des occupants aller sortir. A 19h30, les manifestants avaient recensé 6 interpellations et 3 personnes au moins ont été conduites à l'hôpital .

Manifestation du 30 novembre 2007

Nouveau rassemblement de soutien ce matin suite aux interpellations de la veille. Le rendez vous est donné à 10h30 au phénix. Vers 11h, le cortège d'une soixantaine de personnes prend la direction de l'hôtel de police via le jardin des plantes et la boulevard Weygand. Durant tout la manif, aucune force de l'ordre n'est visible. Sur les coups de 11h15, le cortège arrive rue Thibout de la Fresnaye au cri de "libérez nos camarades !". L'ambiance est plutôt bon enfant. Les grilles du commissariat sont fermées, de simples citoyens ne peuvent même plus entrer pour déposer plainte; ceux qui sont à l'intérieur sont obligés de sortir par derrière. Les manifestants expriment plusieurs fois

leur soutien aux interpellés. Quelques slogans sont aussi dirigés vers les forces de l'ordre qui se sont mises en tenue de maintien de l'ordre à l'intérieur de la cour du commissariat ("vos heures sup ne sont pas payées!").

A 11h40, une voiture et un fourgon de police viennent se placer dans la rue au niveau du supermarché Leclerc. Des policiers en tenue de maintien de l'ordre; à l'intérieur du commissariat, il y a aussi de l'activité, les policiers font mouvement vers la grille. Sans aucune sommation et alors qu'aucun projectile n'a été lancé, les policiers chargent les manifestants dans la rue ! Arrivés au bout de la rue, les manifestants ralentissent pensant que la charge était terminée. Et bien non, les policiers se regroupent et recommencent à charger dans la rue Saint Gabriel, les manifestants sont obligés de courir de nouveau, les dernières lignes sont à quelques centimètres des premiers coups de matraques. Arrivés place du Canada, les manifestants se regroupent. Il est décidé d'aller sur le marché Saint Sauveur pour avertir les passants de ce qui vient de se passer. Des RG viennent au contact et tentent de justifier l'injustifiable charge, ils se font insulter. Deux personnes auraient été interpellées durant ces charges.

Le directeur départemental de la sécurité publique du Calvados porte une très lourde responsabilité dans ces incidents car à aucun moment les manifestants n'ont été menaçant.

Manifestation du 1 décembre 2007

A l'appel de la FCPE (parents d'élèves) et de la coordination inter-lycées de l'agglomération de Caen, entre 250 et 300 personnes se sont rassemblés ce samedi pour dire non à la répression policière du mouvement contre la LRU. Des enseignants du SNES et de SUD Education sont aussi présents. La grande majorité des manifestants sont lycéens, quelques étudiants sont aussi là. La FCPE a imprimé des autocollants "nos enfants ne sont pas de la chaire à flash-ball", même les lycéens en demandent!

Le cortège est sous haute surveillance policière (le directeur départemental de la sécurité publique, son adjoint, le Chef du Service d'Ordre Public et de Sécurité Routière de Caen, le directeur régional des renseignements généraux) même si seuls les motards sont visibles. Les premiers slogans sont en tout cas en direction des forces de l'ordre : "Police partout, justice nulle part", "les lacrymo ça fait pleurer, les flash-ball ça peut tuer". Arrivé dans le centre ville, les slogans redoublent ; les étudiants distribuent un tract « ils ne nous feront pas taire ! »

Un premier (long) arrêt est marqué devant la préfecture qui dans un communiqué jeudi soir indiquait que les flash-ball n'avaient pas été utilisés. Pourtant dans le cortège, au moins une victime d'un tir était présente...avec sa béquille.

Après un moment de flottement sur la suite du parcours, la décision est prise de passer devant la mairie pour ensuite se rediriger vers le centre ville pour témoigner auprès des passants ce qui s'était passé ces derniers jours. L'arrêt à la mairie se prolongeant, une partie des manifestants quitte le cortège. Celui-ci repart finalement vers la direction du centre ville mais bifurque au niveau de la place Fontette pour prendre la direction des Fossés Saint Julien. Quelques manifestants craignent de monter vers le commissariat de peur de vivre ce que les étudiants avaient vécu la veille. Mais la présence d'adulte et d'enfants les rassurent. Le cortège prend donc la direction de la place du Canada puis de la rue Saint Gabriel faisant ainsi le parcours inverse des étudiants de la veille. Arrivés à l'entrée de la rue Thibout de la Fresnaye, certains manifestants marquent le pas, la rue est déserte, quand est-il des forces de l'ordre ? Celles-ci sont absentes, seuls deux policiers en faction sont présents sur le perron de l'hôtel de police. Le cortège avance prudemment et s'arrête face aux grilles. Plusieurs slogans de solidarité avec les interpellés des jours précédents sont scandés mais aussi avec Pierre, le lycéen nantais grièvement blessé par un tir de flash-ball. Afin de détendre l'atmosphère, des étudiants lancent des slogans ironiques à l'encontre des forces de l'ordre "police, gendarme ou militaire, qu'est ce qu'on ferait pas pour un salaire", "on n'est pas de la chaire à flash-ball", "entrave, entrave à la circulation,

qu'est ce qu'on ferait pas pour une inculpation" (les interpellés de vendredi l'ont été pour *entrave à la liberté de circulation*). Devant l'absence totale de policiers, le dernier slogan est "les parents, ça fait flipper".

Après cet arrêt, certains veulent passer au rectorat, d'autres veulent retourner en centre ville. Le cortège prend la direction du lycée Charles de Gaulle puis de la rue de Bayeux. Finalement, il ne tourne pas vers la rue Caponière mais se dirige vers la place Fontette puis la rue Ecuillère. Là encore, des slogans contre la répression sont scandés sous l'oeil parfois amusé des passants-consommateurs; d'autres applaudissent. Après avoir remonté la rue Saint Pierre, le reste de cortège remonte la rue de Geôle pour rejoindre le campus 1. Une voiture de la BAC circule sur la voie de tram sur cette dernière portion à l'affut...

Manifestation du 4 décembre 2007

Après l'AG du campus 1 qui a voté le déblocage (1 525 contre le blocage, 1 122 pour), les étudiants avaient fixé un rendez vous à 14h au phénix. Bien que la mobilisation soit un peu en deçà de celle de la semaine dernière, on pouvait compter près de 2 000 personnes. Les lycéens étaient aussi de la partie et ils arrivaient par petit groupe (le lycée Malherbe regroupant environ 250 personnes). Pendant que les manifestants continuaient d'arriver, un petit groupe s'occupait à redécorer les vitres des tram qui passaient avec des affiches du style "Sarko t'impressionnes personne!", "Police partout, justice nulle part" et "la répression ne nous fera pas plier!". 14h30, le cortège s'ébranle par le Gaillon, en tête de cortège un manifestant tient un fumigène pour donner un caractère festif à la manifestation ; des lampions ont d'ailleurs été distribués plus tôt par le comité de lutte. Les slogans habituels sont repris en cœur par la foule des manifestants.



Illustration 9: Feu de palettes place Saint Pierre

Arrivé place de la mare, le cortège se dirige vers les fossés Saint Julien. Il prend ensuite la direction de l'ancien palais de justice puis de la mairie. Celle-ci est évitée puisque les manifestants se dirigent vers le boulevard Bertrand. Beaucoup pensent alors qu'ils allaient se rendre une énième fois à la préfecture. Peine perdue, le cortège bifurque vers la rue Arcisse de Caumont au dernier moment puis remonte la rue Ecuillère. A l'intersection avec la rue Demolombe, il prend la direction de la FNAC puis de la place de la République. Là encore, la préfecture est proche, on sent les policiers un peu nerveux. Mais au lieu de prendre la rue Auber comme à l'accoutumée, le cortège continue tout droit puis tourne à gauche vers le théâtre. Une fois la place du théâtre dépassée, les manifestants continuent par la rue de Bernières et marquent un arrêt au carrefour avec la rue Saint Jean. Direction à droite pour descendre la rue Saint Jean. On pense alors à la gare comme objectif. Mais rue du Havre, nouveau changement de direction, le cortège se dirige vers l'avenue du 6 juin qui est remontée. Une fois arrivés à la tour Leroy, les manifestants prennent la direction du boulevard maréchal Leclerc et organisent un sit-tin au carrefour juste devant l'église Saint Pierre. Le matériel accumulé le long du parcours est déposé à l'extrémité de la rue Saint Jean, il est alors 15h30. 10 minutes après, des manifestants commencent à brûler une palette et des cagettes en bois au milieu de la foule. Au fur et à mesure, d'autres matériaux viennent alimenter sur ce feu improvisé. Un pneu est même jeté. Une épaisse

fumée noire s'élève dans le ciel caennais. 10 minutes plus tard, un camion de pompier fait son apparition. Des manifestants vont les voir et leur indiquent d'attendre avant d'éteindre le feu. Il n'y aucune agressivité envers les pompiers.

15h55, les motards de la police nationale qui étaient restés boulevard maréchal Leclerc démarrent en trombe, la voiture de la BAC stationnée sur la voie de tram non loin du château fait de même ; une intervention est à craindre. L'escadron de gendarmes mobiles qui devait être stationné non loin de la préfecture fait route vers les manifestants. Il emprunte la rue de Bernières sirène hurlante. Il prend ensuite la rue Saint Jean et s'arrête au niveau du magasin Printemps. Cette arrivée des forces de l'ordre crée un vent de panique chez les manifestants. Certains commencent déjà à partir. Les autres décident de renforcer la barricade avec des poubelles et autres matériaux. Une foule d'environ 1 500 personnes fait face aux forces de l'ordre. A 16h, les gendarmes avancent à pas cadencé sur la



Illustration 10: Affrontements place Saint Pierre

barricade, les premières grenades lacrymogènes sont lancées. Contrairement aux autres actions, un certain calme règne parmi les manifestants. Après le premier jet, il y a peu de mouvement de panique, plusieurs militants aguerris appellent à ne pas courir. Les premières lignes restent sur la barricade et invectivent les gendarmes, des canettes partent en leur direction. Les premières lacrymo ont fait reculer les manifestants d'une trentaine de mètres, ils sont désormais regroupés au niveau de la rue Saint Pierre.

Cela permet aux pompiers d'éteindre le feu. Les gendarmes mobiles forment une ligne sur la longueur de la place Saint Pierre. Les manifestants continuent de les insulter et de leur lancer diverses projectiles. Des poubelles sont trouvées dans les rues adjacentes et sont à leur tour brûlées par les manifestants. Les gendarmes lancent de nouvelles lacrymo pour faire reculer tout ce beau monde. Ils en profitent pour progresser. Ils arrivent finalement à former une ligne dans le prolongement de l'entrée de l'église Saint Pierre. La BAC est aussi présente et se prépare à procéder à des arrestations ciblées. Les manifestants se divisent en deux groupes pour échapper aux lacrymo : une partie se réfugie dans le château (où les portes sont rapidement fermées), l'autre remonte la rue de Geôle au niveau de l'arrêt de tram Quatrans. Ce dernier groupe rassemble environ 300 personnes. Il essaye une première fois de revenir au contact mais finalement y renonce. Au bout d'un quart d'heure, les gendarmes mobiles commencent à se replier. Les manifestants s'en aperçoivent et certains veulent y retourner. Ils sont vite raisonnés et l'ensemble des manifestants remontent vers le campus. Ceux qui s'étaient échappés par la rue Saint Pierre et d'autres petites rues les suivent et un bon millier de manifestants arrive sur le campus 1. Tout le monde pensait que la journée allait se terminer à ce moment. Mais, dans un premier temps, les manifestants apprennent que le bâtiment Sciences a été vidé par le personnel IATOSS sur ordre de la présidence. Un appel est lancé au mégaphone pour aller occuper l'administration. Une partie des manifestants s'y rend, l'autre reste sur les marches.

Avec le froid ambiant, certaines personnes vont chercher des poubelles sur le campus pour se réchauffer. Elles sont disposées sur la chaussée en haut du Gaillon. Puis, d'autres matériaux sont

amenés afin d'élever une nouvelle barricade. Des palettes de bois sont insérées dans les poubelles afin que ces dernières s'enflamment plus facilement. A 17h, les pompiers arrivent pour éteindre les feux de poubelles, et le même scénario qu'à la place Saint Pierre se reproduit : il leur ait demandé d'attendre avant d'intervenir. Les manifestants font un peu plus attention car bientôt un des feux se développent de manière inquiétante, les caténaires du tram commencent à devenir incandescentes. Un appel au mégaphone est lancé pour que les manifestants ne restent pas dessous, des militants cherchent les agents de Twisto pour s'assurer que le courant a été coupé.

Plusieurs militants restés en ville préviennent par téléphone portable que les forces de l'ordre font route vers le campus 1: les gendarmes mobiles passent par le Vaugueux, la police nationale par la place de la mare. Les deux sorties principales du campus sont désormais barrées par les forces de

l'ordre. Un appel est lancé à rejoindre les pelouses du campus du fait de la franchise universitaire (les forces de l'ordre n'ont pas le droit d'intervenir sur le domaine universitaire). Les gendarmes mobiles arrivent par la rue Lecornu et se postent à l'extrémité de l'esplanade de la paix en tenue de maintien de l'ordre.



Le reste de manifestants leur

Illustration 11: Feux de poubelles devant l'université
fait face. Des slogans sont lancés à leur rencontre. Un petit Sarkozy Noël est même chanté. Les occupants du bâtiment de l'administration sont prévenus de l'arrivée des gardes mobiles, ils préviennent la présidente. Celle-ci, visiblement, appelle le préfet pour lui demander que les forces de l'ordre n'interviennent pas sur le campus. De ce fait, les gendarmes sont allés, au plus loin, au niveau de la voie de tram. Après 10 minutes, les gendarmes opèrent un premier recul, ils quittent la voie de tram pour se placer sur la chaussée. Quelques manifestants en profitent pour lancer des projectiles ; ils sont vite insultés par des militants plus expérimentés. Les Renseignements Généraux tentent à plusieurs reprises d'entrer en contact avec des militants influents afin de faire baisser la tension. Les militants leur rétorquent systématiquement que le mieux à faire est de retirer les gendarmes mobiles, les manifestants partiront ensuite d'eux même. Il faut plusieurs minutes avant que la tension, bien palpable, retombe. Des manifestants appellent à se regrouper au niveau de la cour d'honneur, un appel à un comité de lutte à 19h est aussi lancé. Ces efforts payent et petit à petit, les manifestants sont de moins en moins nombreux. Les gendarmes effectuent une nouvelle manœuvre qui permet le retour de la circulation en provenance de l'avenue d'Edimbourg. Vers 17h50, il ne reste que des petits groupes qui discutent sur la pelouse derrière le phénix. A 18h, les gendarmes retournent vers leurs véhicules garés rue Lecornu. Le premier tram repasse à la station Université en provenance du CROUS. La journée se termine finalement sans trop de dégât côté manifestants (on compte 2 blessés légers) .

Manifestation du 6 décembre 2007

Malgré le déblocage voté deux jours avant, la mobilisation ne fléchit pas. En plus des étudiants et des lycéens, les personnels de l'université se sont mis en grève (essentiellement des professeurs et des chargés de TD). Malgré une météo défavorable à la mobilisation, près de 2 000 personnes répondent à l'appel. Le cortège met du temps à se mettre en place, la banderole de tête étant introuvable (elle ne se trouve plus dans les bâtiments). Une fois cette dernière retrouvée, le cortège utilise la voie de tram (Twisto est en grève) et remonte vers le haut du campus. Au niveau du bâtiment Sciences, les manifestants prennent la direction de la rue de la Délivrande. Dans les têtes, ça pense déjà au périph. Arrivé au carrefour du péricentre, le cortège s'engage à gauche vers le Calvaire Saint Pierre puis du lycée Victor Hugo. Quelques lycéens y rejoignent le cortège. On sent un peu d'inorganisation en tête du cortège car les membres de la commission action recherchent des points de passage vers l'objectif final.

Après avoir traversé le calvaire Saint Pierre, le cortège prend la rue des vaux de la folie pour passer le périph et prendre la direction du campus 2.



Illustration 12: Cortège se dirigeant vers le MEDEF

Au carrefour de la Girafe, les manifestants empruntent le boulevard Weygand ; la tête de cortège gêne d'ailleurs une voiture de police en civil qui essaye de suivre le cortège. A hauteur du campus 2, les manifestants s'engagent dans le boulevard maréchal Juin en direction de la Folie Couvrechef, plusieurs participants commencent à comprendre vers où ils se dirigent. La pluie continue de tomber, le froid fait des ravages dans le cortège ;

plusieurs profs le quittent et rentrent au chaud. Pour réchauffer l'ambiance, le cœur du cortège fait des vocalises avant de chanter la tactique du libéral.

Près de la CCI⁴, les forces de l'ordre commencent à s'affaïrer, le siège local du MEDEF est à portée des manifestants. La section départementale d'intervention se déploie sur le boulevard entre le MEDEF et la CCI, l'escadron de gendarmerie mobile part se cacher du côté de la zone d'activité. Arrivés sur le rond point face à la CCI, les premiers manifestants continuent sur le boulevard en direction de la police au lieu d'entrer dans la rue permettant d'accéder directement au MEDEF, celle-ci s'éloigne. La confusion règne, le cortège continue donc de marcher sur le boulevard, dépassant même les bureaux du MEDEF ! Arrivés sur le rond point suivant, les membres de la commission action se renseignent pour savoir où se trouve le local! Après quelques minutes de blocus du rond point, les manifestants se déplacent enfin vers le siège du MEDEF, la tête de cortège va se placer juste devant l'entrée. Des slogans sont lancés à l'encontre de l'organisation patronale.

La section d'intervention est revenue par la zone d'activité en tenue de maintien de l'ordre, elle vient se placer non loin d'un petit rond point près du MEDEF ; elle se tient caché derrière des arbres. Plus loin, les gendarmes mobiles arrivent par la rue qu'auraient du emprunter les manifestants. Cette

4 CCI : Chambre de Commerce de d'Industrie

arrivée provoque un début de mouvement de panique (des manifestants s'équipent contre les lacrymos). Certains manifestants sont partisans de rester sur les lieux jusqu'à ce que les forces de l'ordre les repoussent, d'autres veulent éviter les incidents. Après quelques minutes de discussions, le cortège se reforme pour prendre la direction du centre ville.

Beaucoup veulent aller sur le périph, il est presque 17h, celui-ci commence à être bien chargé. L'accès le plus proche étant distant, les manifestants contournent le quartier de la Folie Couvrechef pour l'atteindre. Arrivés près d'une bretelle d'accès, Ouest France écrit qu'"une centaine de jeunes tente d'entraîner le cortège vers le périphérique. Haut-parleur en main, le directeur de la police, Jean Bouteloup, signale les dangers : « Voie glissante, obscurité. »". En tout cas, le cortège ne rentre pas sur le périph et continue son chemin par le boulevard Weygand puis l'avenue de Creully vers le jardin des plantes. Arrivés en bas du Gaillon, le cortège fait scission, une partie veut remonter vers le campus, l'autre veut continuer en ville vers la préfecture. On sent la tension monter, dans les rues parallèles, les policiers de la BAC commencent à s'équiper. Ce nouveau cortège se dirige vers la préfecture où les forces de l'ordre se sont repliées en nombre. Contrairement aux manifestations précédentes, il n'y a pas d'affrontement devant la préfecture. On signale une arrestation côté manifestant (qui devait passer la fin de la soirée en cellule de dégrisement).

Manifestation du 11 décembre 2007

Nouvelle manifestation des étudiants, essentiellement, sous le soleil qui est enfin revenu sur la Normandie. Près de 600 personnes se rassemblent au phénix (500 selon la police). Bien que le rendez vous ait été fixé à 14h, il faut près de 50 minutes avant que le cortège ne prenne la direction du Gaillon, la faute au matos nécessaire à l'action qui met du temps à arriver. Les manifestants descendent tranquillement le Gaillon en empruntant la chaussée plutôt que la voie de tram car Twisto est en grève. Arrivé au carrefour Saint Pierre, le cortège s'engage dans la rue Saint Pierre à contre sens au cri de "*Caen, debout, réveille toi*" ou sa variante "*émeute toi*". A hauteur de la place Bouchard, les manifestants se dirigent vers la droite en direction de la rédaction locale de Ouest France.



Illustration 13: Façade de la rédaction de Ouest France

Des affiches sont collées sur les vitres du quotidien, des manifestants crient "*Médias partout, infos nulle part*" ou "*Ouest France collabo!*". Un employé de Ouest France sort du bâtiment et commence à enlever les affiches. Une discussion s'ensuit sur la couverture du mouvement par le journal et surtout du décalage entre les pages locales et nationales. Cet employé termine par "*on vous a pas trop mal traité localement*".

Le cortège repart ensuite en continuant de remonter la rue Saint Pierre. Arrivés place Fontette, les manifestants s'engagent dans la rue Guillaume le conquérant, les plus perspicaces comprennent vite quel est le l'objectif. Place de l'ancienne boucherie, le cortège s'engage dans la rue Caponière, le rectorat est la prochaine étape. Les manifestants forment une masse compacte qui se dirige vers ce lieu où la semaine précédente, de violents incidents avaient éclaté ; certains commencent à se protéger.

Contrairement à la dernière fois, les grilles du rectorat sont fermées, des policiers de la BAC sont présents. Le matos que les étudiants attendait au départ de la manif est déposé en bloc devant les grilles devant les pieds d'un responsable de la police. Au mégaphone, on réclame la libération de Bernard Lapoutre (surnom donné à la barre en bois envoyée sur les policiers lors de l'évacuation du rectorat). Au bout de 5 minutes, la consigne est donnée de repartir vers le centre ville, un dernier trait d'humour est lancé envers la police : "la police bloque le rectorat en solidarité avec nous". Le responsable de la police aura lui aussi ce trait d'humour à propos des bouteilles laissées sur les poubelles : "*j'espère qu'elles sont consignées vos bouteilles*" (sic).

Le cortège refait le parcours inverse. Au passage devant le magasin de mode Anar-chic, un manifestant lance "*anar-chic, paye ton impôt révolutionnaire!*". Place Fontette, le cortège prend la direction de la mairie. Des oeufs qui étaient restés dans les sacs sont sortis et lancés sur la façade. Des policiers en civil reçoivent un peu de farine au passage. Les manifestants repartent ensuite de la mairie en empruntant le boulevard Bertrand. La plupart ne voit pas la section départementale d'intervention qui s'est garée place Gardin derrière les immeubles. Arrivés devant la préfecture, les manifestants remettent ça, la façade reçoit son lot d'oeufs et de farine.

Il faut quelques minutes pour que la section d'intervention sorte de derrière la cour d'appel en tenue de maintien de l'ordre. Les policiers avancent en ligne. Au mégaphone, on annonce que la manif n'est pas finie et qu'il faut continuer. Comme d'habitude, la police attire les manifestants et plusieurs restent face aux forces de l'ordre mais aucun projectile n'est lancé dans leur direction. Seules quelques personnes (inconscientes?) iront poser à côté des policiers en souvenir. Décidément, les policiers ont de l'humour aujourd'hui car l'un d'entre eux estime qu'avec les oeufs et la farine, "*vous auriez pu nous faire des gâteaux*". Au bout du compte, le cortège continue et passe devant le théâtre puis bifurque dans le marché de Noël au niveau du Monoprix. Un "petit sarko Noël" est entonné au mégaphone.

Une fois sorti du marché de Noël, les manifestants occupent le carrefour Saint Pierre. La commission décrète que la manif est terminée et que chacun est libre de faire les actions qu'il désire. Plusieurs appels en ce sens sont lancés au mégaphone. Plusieurs parlent d'aller au siège de l'UMP mais cette proposition ne fait pas l'unanimité vu le nombre insuffisant de manifestants. La plus grosse partie du cortège prend la direction du campus 1, ceux qui voulaient une action plus radicale les rejoignent. La manifestation se termine sans incident malgré la présence de la BAC en fin de cortège.

Tracts

NOUS NE LACHERONS RIEN !!!



Appel du collectif de personnels de l'UCBN

Nous, personnels enseignants, chercheurs et BIATOS de l'université de Caen, nous élevons contre la loi en application de la « LRU » dite loi d'autonomie des Universités.

Cette loi ne répond en rien aux problèmes des Universités :

- elle marque le désengagement financier de l'Etat dans la transmission du savoir au plus grand nombre, les Universités doivent se tourner de plus en plus vers les entreprises et les collectivités territoriales pour trouver des fonds leur permettant de fonctionner ;
- elle exacerbe la concurrence entre établissements, entre filières et entre individus sans garantir une offre de formation de qualité sur l'ensemble du territoire ;
- elle accentue les inégalités entre Universités et Grandes Ecoles, au lieu de remettre en cause ce système d'enseignement supérieur à deux vitesses ;
- elle ne donne pas les moyens humains et financiers indispensables pour lutter contre l'échec en 1^{er} cycle ;
- elle accroît la précarité des personnels par un recours plus important aux contractuels ;
- elle remet en cause le financement démocratique des institutions universitaires en ce qu'elle accorde les pouvoirs, quasi-exclusivement et sans participation, au Président de l'Université, assailli d'une poignée de conseillers.

Alerte générale !

La loi dite relative aux libertés et responsabilités universitaires a été votée le 27 juillet dernier. Elle comporte de nombreuses dispositions qui vont transformer le statut de l'enseignement supérieur par des contrats. Elle est une logique marchande purement comptable dans son principe. Elle va transformer le statut de l'enseignement supérieur par des contrats. Elle est une logique marchande purement comptable dans son principe.

- ### Voici ce que l'on peut craindre
1. Un Conseil d'administration restreint, élu sur une base non proportionnelle de vote sans consultation réelle du fait que la liste majoritaire a les 3/4 des voix (à la proportionnelle) ;
 2. Les recrutements sont faits par un petit échantillon, par espionnage et sans possibilité de recours ;
 3. Les salaires deviennent modulables et différenciés : l'égalité de traitement (à élection donnée) n'est plus assurée alors que l'enveloppe générale est limitée dans un jeu de vases communicants ;
 4. Les primes sont distribuées arbitrairement, en fonction des préférences de la Direction et des services interpersonnels rendus par les uns et les autres... Les inégalités se multiplient ;
 5. La contractualisation se généralise, ainsi que l'évaluation des personnels, dans un contexte de concurrence entre individus rendant l'ambiance insupportable dans les services ;
 6. Le secteur privé entre massivement dans l'université : les entreprises embaument leurs membres au CA pour pouvoir activer la garantie publique universitaire ;
 7. Les universités cessent de s'intéresser à la connaissance et deviennent des entreprises d'auto-concurrence entre-elles : la recherche fondamentale et les disciplines rares ou ayant peu d'étudiants disparaissent au profit d'une recherche finalisée au service du privé ;
 8. Les universités perdent leur valeur nationale. Les universités s'adaptent au marché. Les droits augmentent fortement (2000 € en Espagne, 4000 € en Grande-Bretagne...).

ACTIVATION DES TRAVAILLEURS OCCUPES

On a peu de responsabilité vis-à-vis des individus et de l'intérieur. Certains principes de responsabilité personnelle, collective, individuelle, collective, collective. Les courses, cuisines, récup' et importantes, sont organisées collectivement sur un principe de roulement équilibré (les lieux de récup' en cuisine lettres et sciences). Le contrôle des entrées et sorties doit être fait avec discernement et prudence à partir de 23h.

VEZ-VOUS A L'ASSEMBLEE GENERALE

LE JEUDI 20/09 12H30 AMPHI TOGQUEVILLE

ASSEMBLEE GENERALE :

Judi 11 Octobre 2007, à 12 H
Amphi Dumont-D'Urville (Bât. Sciences A - Campus de Séeux)

Alerte générale !

La loi dite *relative aux libertés et responsabilités des universités* (dite loi d'autonomie) a été votée le 4 août dernier.

Elle comporte de nombreuses dispositions à haut risque pour la démocratie, l'équité, le statut de la fonction publique et des personnels, le fonctionnement serein des universités...

Voici ce que l'on peut craindre :

1. **Un Conseil d'administration restreint, élu sur une base non proportionnelle, décide absolument de tout**, sans contestation réelle du fait que la liste majoritaire a les 3/4 des sièges et que les représentants syndicaux sont réduits à la portion congrue.
2. **Les recrutements sont faits par un petit cénacle, par copinage** et sans possibilités de contestation. Les **Commissions de spécialistes disparaissent** et les **contrats précaires** deviennent majoritaires pour tous les personnels (Enseignants et BIATOS).
3. **Les salaires deviennent modulables et différenciés** : l'égalité de traitement (à échelon donné) n'est plus assurée alors que l'enveloppe générale est limitée dans un jeu de vases communicants.
4. **Les primes sont distribuées arbitrairement**, en fonction des préférences de la Direction et des services interpersonnels rendus par les uns et les autres... Les inégalités se multiplient.
5. La **contractualisation** se généralise, ainsi que **l'évaluation des personnels**, dans un contexte de concurrence entre individus rendant l'ambiance insupportable dans les services.
6. **Le secteur privé entre massivement dans l'université** : les entreprises envoient leurs membres au CA et peuvent acheter le patrimoine public universitaire.
7. **Les universités cessent de s'intéresser à la connaissance et deviennent des entreprises** d'ailleurs en concurrence entre-elles : la recherche fondamentale et les disciplines rares ou ayant peu d'étudiants disparaissent au profit d'une recherche finalisée au service du privé.
8. **Les diplômes perdent leur valeur nationale**. Les universités s'adaptent au marché. Les droits d'inscription augmentent fortement (3000 € en Espagne, 4000 € en Grande-Bretagne...).
9. **Les UFR et les services administratifs les moins immédiatement rentables** sont d'abord moins dotés puis disparaissent du paysage universitaire.
10. **Le statut de la fonction publique universitaire est finalement abrogé** : ne pouvant réguler les conflits et les litiges se multipliant par des luttes de concurrence exacerbées, le gouvernement est obligé de garantir l'ordre en évacuant les contradictions et les contraintes des anciens textes...

Si l'Université souffre de nombreux dysfonctionnements et si elle est peu dotée en moyens, ce n'est pas en détruisant le Service Public d'Enseignement Supérieur que les problèmes seront réglés. Cette « loi d'autonomie » est la porte ouverte au clientélisme, à l'iniquité et aux pires abus de pouvoir. La conséquence est l'inégalité entre universités, filières, personnels, étudiants...

VENEZ TOUS A L'ASSEMBLEE GENERALE
LE JEUDI 20/09 12H30 AMPHI TOCQUEVILLE.

Une Assemblée Générale sur la réforme des universités : S'informer, débattre et s'organiser !

Qui sommes-nous ? Nous sommes des personnes concernées par l'avenir de l'université (étudiants, personnels BIATOSS ou enseignants de l'université..., syndiqués ou non). Nous avons pris connaissance de la nouvelle loi sur l'université et nous nous inquiétons des bouleversements qu'elle entraîne. Nous nous sommes donc réunis en Assemblée Générale le 20/09 et nous nous sommes constitués en comité de lutte et de réflexion.

Le 4 août 2007 a été votée la **loi « relative aux libertés et responsabilités des universités »**. Cette loi est décrite comme celle qui va résoudre l'ensemble des dysfonctionnements de l'université. Votée sans réel débat, cette loi va pourtant accentuer certains problèmes. Il y a de quoi s'interroger sur le **changement radical du fonctionnement et de l'orientation de l'université**. A chacun de prendre conscience de l'importance de cette loi.

1) Nouveaux modes de financement, vers des inégalités croissantes :

Le budget de l'Université est catastrophique depuis de nombreuses années, il suffit de regarder l'état et l'insuffisance de nos bâtiments de travail et/ou d'étude pour s'en convaincre. L'Etat ne verse chaque année que 80 % du budget minimum nécessaire au fonctionnement de l'Université. Pour répondre à cette pénurie financière la loi prévoit que chaque établissement sera responsable de son budget. Pour cela, chaque université pourra **vendre ou louer les locaux publics universitaires** (article 32 et 33), **introduire les financeurs privés** (article 28). En dernier recours, l'université pourra augmenter les frais d'inscription ou encore supprimer des filières (article 11). Pour le gouvernement, le Service public de l'enseignement supérieur n'est pas une priorité politique, il le soumet à la loi du marché.

2) Inégalités et mise en concurrence des personnels et des universités :

L'article 19 énonce que « *le président peut recruter pour une durée déterminée ou indéterminée des agents contractuels pour occuper des fonctions techniques ou administratives [ou] pour assurer des fonctions d'enseignements ou de recherche* ». Cela va augmenter la précarité du personnel, et attaquer le statut de la fonction publique. Cette loi a pour conséquence immédiate de multiplier les inégalités entre les personnels. La concurrence généralisée entre les établissements de l'enseignement supérieurs (Grandes écoles, universités...) engendre inévitablement des inégalités entre ces établissements mais aussi entre les filières, les personnels et les étudiants. C'est une politique de précarisation généralisée ainsi qu'une politique de destruction du Service Public et de la fonction publique.

3) Fonctionnement de l'université : Démocratie versus concentration des pouvoirs :

Les articles 8 et 9 de la loi altèrent le peu de démocratie universitaire. Le pouvoir du Conseil d'Administration (CA) est accentué et sa composition modifiée : Il y aura de 20 à 30 sièges au lieu de 60 et la représentativité des étudiants et des personnels est réduite au profit des personnalités extérieures. Le président de l'université devient « manager » du CA et aura un droit de veto sur les recrutements de personnels.

ASSEMBLEE GENERALE :

Judi 11 Octobre 2007, à 12 H

Amphi Dumont-D'Urville (Bât. Sciences A - Campus 1)

Le comité de lutte et de réflexion

(email : ag-caen@no-log.org)

Etudiants et personnels : Refusons la privatisation de l'université !

Le comité de lutte et de réflexion de l'université de Caen appelle à la mobilisation générale contre la politique de privatisation et de précarisation généralisée, notamment de l'université.

La 1^{ère} journée d'action nationale du Jeudi 18 oct. Est un signe fort du refus de cette politique. La mobilisation fût massive et ne fait que commencer :

- Chez les cheminots : un taux de grève de 75 %⁵
- Education Nationale 10 %, EDF-GDF : 80 %, RATP 70 %
- Universités : 400 à Caen, 600 à Toulouse...

Nous ne pouvons plus nous taire sur nos conditions de vies, de travail et/ou d'étude déplorables. Nous ne pouvons pas accepter la privatisation de l'université (loi péresse). Notre avenir est en jeu.

Journée nationale d'action universitaire :

Mardi 23 octobre

RDV : 12h30 pour une Assemblée générale + ????

Amphi Dumont-D'Urville

(bât. Sciences A, Campus 1)

⁵ En 1995, au plus fort taux de grève, ils étaient 63 % !!!

Ils privatisent, on s'organise !!!

Depuis le 11/10/07, l'assemblée générale s'est réunie suite à une nouvelle attaque libérale du gouvernement sur la fonction publique de l'université, la loi Pécresse dite d'autonomie votée le 4 août 2007 par le parlement. Depuis de nombreuses années déjà, un certain nombre d'attaques ont dégradé les objectifs et les statuts de l'université. Cette nouvelle loi permet un désengagement financier de l'Etat au profit des entreprises et des intérêts privés. Par leur présence accrue dans les conseils, elles influenceront forcément le contenu des cours. L'université aura ainsi moins de financement pour les filières considérées comme non rentables, pour les nouveaux financeurs. Les universités seront gérées comme des entreprises sur des bases de rentabilité : mise en concurrence (des universités et des personnels), précarisation et dégradation des conditions de travail et des salaires, concentration des pouvoirs au sein du conseil d'administration et dans les mains du président de l'université.

Mais nous ne sommes pas les seuls. En effet, nous assistons à une accélération de la dégradation et de la casse des services publics et des conditions de vie d'une grande partie de la population (franchise médicale, augmentation du coût de la vie, suppression massive de postes dans l'éducation nationale, régimes spéciaux...).

Organisés en assemblée générale souveraine et indépendamment de toute organisation politique et syndicale, nous nous joignons aux manifestations plus larges (18 octobre, 14 novembre, 20 novembre 2007...) afin de créer un rapport de force nécessaire à la satisfaction de ces premières revendications. Nous exigeons :

***L'abrogation inconditionnelle et immédiate de la loi dite d'autonomie.**

***La défense des statuts de la fonction publique.**

***La satisfaction des besoins sociaux fondamentaux de toutes et tous, notamment par la gratuité des services publics (santé, logement, éducation, transport, eau, électricité, communication...)**

**PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE DE CAEN :
Mardi 13 novembre à 10h00 sur l'esplanade puis
manifestation vers 13h au phénix**

LUTTONS ENSEMBLE!

Votée le 4 août 2007, la loi dite "d'autonomie des universités" est un pas de plus vers la privatisation de l'enseignement supérieur. Sous le prétexte de permettre une meilleure insertion des étudiants dans le monde du travail, les entreprises vont pouvoir y investir de manière croissante. Comme le dit l'adage "qui paie exige": le contenu des études, les statuts des personnels et des étudiants vont s'appauvrir, et ce au profit des patrons, qui y puiseront une main d'œuvre adaptée à leurs besoins immédiats. Pour s'opposer à cette loi, **une quinzaine d'universités ont décidé la grève et le blocage des bâtiments** (dont Caen depuis le 6 novembre).

Nous avons constaté que l'université n'est pas le seul secteur de la société auquel le gouvernement s'attaque. En effet, nous assistons à une accélération de la casse des services publics et des conditions de vie d'une grande partie de la population. **C'est une pluie de coups que nous recevons de ce gouvernement.** Elle est notamment dirigée contre :

- Les chômeurs (fusion ANPE - ASSEDIC, radiations massives, mise au travail forcé).
- Les cotisants des régimes spéciaux de retraites (avant 1993, tout le monde cotisait 37,5 ans).
- Les membres de la Fonction Publique (non renouvellement d'un poste sur deux, dégradation des statuts).

Aussi, dans un **contexte déjà difficile** (dégradation des conditions de travail, vie chère, coût du logement exorbitant...), la majorité de la population est visée: les services publics assurant le transport, la santé (avec par exemple la franchise médicale), ainsi que l'éducation sont progressivement hachés menus.

Des projets terrifiants sont sur les rails: TVA sociale, allongement progressif de la durée de cotisation des retraites jusqu'à 45 ans – programmé d'ici à 2020. On nous parle de déficit de la sécurité sociale (X milliards), du système des retraites (X milliards), pour justifier toujours plus de restrictions. **L'argent est là : depuis 1980, 10% des richesses produites par an en France sont passées des mains des travailleurs à celles du patronat, soient (X) milliards d'euros!** Comme d'habitude, le gouvernement et le MEDEF cherchent à diviser pour mieux régner:

- Travailleurs français et travailleurs immigrés
- Cotisants des régimes spéciaux/ cotisants des régimes classiques.
- Salariés du public et du privé
- Actifs/ inactifs

C'est bien la preuve que le pouvoir craint que toutes ces catégories luttent coudes à coudes, et plus encore, n'élaborent une plate-forme de revendications commune. La solidarité ne se décrète pas, elle se construit dans et par la lutte. Notre démarche vise à créer, à la base, dans la rue et bientôt lors d'assemblées générales et d'actions communes. Outre le retrait de la loi dite d'autonomie des universités, nous luttons pour la satisfaction pour toutes et tous des besoins sociaux fondamentaux, fondée notamment sur la gratuité des services publics (éducation, santé, transport etc.).

NOUS ESPERONS AMORCER CE DEBAT ET TISSER CES PREMIERS LIENS NOTAMMENT EN REJOIGNANT ET EN PARTICIPANT AUX MANIFESTATIONS DES COTISANTS DES REGIMES SPECIAUX LE 14 NOVEMBRE, AINSI QUE CELLE DES MEMBRES DE LA FONCTION PUBLIQUE LE 20 NOVEMBRE.

**LA DIVISION ENTRAINE LA RESIGNATION ET LA DEFAITE.
CE N'EST QU'ENSEMBLE QUE NOUS POUVONS VAINCRE**

Texte adopté par l'assemblée générale de l'université de Caen le 13/11/2007

Pourquoi bloquons-nous ?

L'université publique est aujourd'hui attaquée. Nous nous organisons pour la défendre. Une mobilisation nationale est amorcée depuis trois semaines, nous comptons plus d'une dizaine d'universités bloquées ainsi que de nombreuses autres en lutte.

Nous sommes face à un gouvernement autiste qui a fait passer cette loi sans concertation le 4 août dernier, alors qu'une contestation importante existait déjà.

Occuper notre lieu d'étude n'est pas un acte neutre, c'est le seul moyen d'action efficace. Tout d'abord parce qu'il libère du temps pour agir et réfléchir ; ensuite parce que cela permet aux étudiants boursiers de se mobiliser sans être pénalisés.

Le temps nous presse (application de la loi en février 2008) et nous devons créer un rapport de force massif et déterminé afin de mettre à mal cette loi qui n'est pas faite pour le plus grand nombre.

Les conséquences seront :

- Les filières « non rentables » seront amenées à disparaître ou leurs financements seront réduits (article 14).
- La dégradation des conditions d'enseignement (précarisation du personnel enseignant et non enseignant, baisse des financements pour l'entretien des bâtiments).
- L'accroissement des inégalités entre universités (à région riche, fac riche ; à région pauvre, fac pauvre).

Plutôt qu'être autonomes, les universités seront complètement dépendantes du financement apporté par les entreprises locales. Celles ayant un avantage à investir, participeront au financement de l'université. Or les facs qui ne sauront attirer les investisseurs, seront amenées à augmenter considérablement les frais d'inscription :

Tous les étudiants en subiront les conséquences !

Et nous ne sommes pas seuls, nous assistons à une accélération de la casse des services publics et à la dégradation des conditions de vie de la majorité de la population (hausse du coût de la vie, recul de l'âge de la retraite, suppression massive de postes dans la fonction publique, franchises médicales...).

C'est maintenant qu'il faut se mobiliser !

Mercredi 14 novembre : Projection du film « LIP, l'imagination au pouvoir », 20h30, Dumont d'Urville

Jeudi 15 novembre : -AG, rdv au phénix à 10h (blocage non évoqué..)

-Projection du documentaire « (G)Rêve Générale » en Dumont d'Urville,

21h

AG de Caen, le 13/11/07

Loi d'autonomie des universités :

Tous concernés

La loi relative aux « libertés et responsabilités des universités » (LRU) a été votée le 4 août 2007. Le monde universitaire s'est indigné de cette loi. Une mobilisation étudiante s'est enclenchée dès le mois d'octobre (dans toute la France), soutenue par le personnel de l'université.

En l'espace d'une dizaine de jours, une grande partie (**environ 50 campus**) se sont mises en mouvement. Les étudiants de Caen bloquent l'université depuis le 6/11/2007 pour le campus 1 (le campus 2 et 3 depuis cette semaine), et se mobilisent dans la rue.

Parce que nous sommes tous concernés, nous devons dès maintenant nous organiser en assemblée générale (A.G) afin de préparer la mobilisation (manifestation et action).

Voici en quoi nous sommes tous concernés :

- présélection à l'entrée des universités pour les nouveaux bacheliers (lettre de motivation, entretien avec professeur d'université, etc). [Article 20].
- suppression des filières « non rentables » (sociologie, psychologie, lettres, philosophie,...). [Article 11].
- le désengagement financier de l'Etat se traduira par une hausse des financements privés [Articles 20, 32, 33] et par la suite par une hausse des frais d'inscription. Pour exemple, l'Italie a fait passer une loi similaire en 2001 et les frais d'inscription ont flambé, **atteignant 2000 à 4000 euro**.

Ce mouvement s'inscrit dans une lutte contre la politique de précarisation et la suppression de poste dans la fonction publique.

Nous appelons donc à la mobilisation (AG, manif, actions,...) de manière active afin de faire plier ce gouvernement.

Plus le mouvement sera massif, plus il sera rapide et efficace !!!

Demandons donc l'abrogation (suppression) de cette loi élitiste.

Assemblée générale d'information :

Lundi 19/11 à 12h30 à la salle polyvalente.

Manifestation Nationale :

Mardi 20/11 à 10h devant le phénix (campus 1).

LUTTONS ENSEMBLE!

Votée le 4 août 2007, la loi dite "d'autonomie des universités" est un pas de plus vers la privatisation de l'enseignement supérieur. Sous prétexte de permettre une meilleure insertion des étudiants dans le monde du travail, les entreprises vont pouvoir y investir de manière croissante. Comme le dit l'adage "qui paie exige": le contenu des études, les statuts des personnels et des étudiants vont s'appauvrir, et ce au profit des patrons, qui y puiseront une main d'œuvre adaptée à leurs besoins immédiats.

Pour s'opposer à cette loi, **une quarantaine d'universités ont décidé la grève et le blocage des bâtiments** (dont Caen depuis le 6 novembre). Le gouvernement commence à craindre et à réprimer ce mouvement, comme le prouvent les expulsions de facultés en grève par les gardes mobiles et/ou CRS (une demi douzaine dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 novembre). Ces forfaits impardonnables sont contre-productifs: ainsi à Rennes II, à Nantes... les grévistes ont réinvesti leurs bâtiments après expulsion.

Nous avons constaté que l'université n'est pas le seul secteur de la société auquel le gouvernement s'attaque. En effet, nous assistons à une accélération de la casse des services publics et des conditions de vie d'une grande partie de la population. **C'est une pluie de coups que nous recevons de ce gouvernement.** Elle est notamment dirigée contre :

- Les chômeurs (fusion ANPE - ASSEDIC, radiations massives, mise au travail forcé).
- Les cotisants des régimes spéciaux de retraites (avant 1993, tout le monde cotisait 37,5 ans).
- Les membres de la Fonction Publique (non-renouvellement d'un poste sur 2, dégradation des statuts).

Aussi, dans un **contexte déjà difficile** (dégradation des conditions de travail, vie chère, coût du logement exorbitant...), la majorité de la population est visée: les services publics assurant le transport, la santé (avec par exemple la franchise médicale), ainsi que l'éducation sont progressivement hachés menus.

Des projets terrifiants sont sur les rails: TVA sociale, allongement progressif de la durée de cotisation des retraites jusqu'à 45 ans – programmé d'ici à 2020. On nous parle de déficit de la sécurité sociale (11 milliards d'euros en 2006), du système des retraites (4 milliards d'euros prévus en 2007), pour justifier toujours plus de restrictions. **L'argent est là : depuis 1980, 10% des richesses produites par an en France sont passées des mains des travailleurs à celles du patronat, soient 180 milliards d'euros!** Comme d'habitude, le gouvernement et le MEDEF cherchent à diviser pour mieux régner:

- Travailleurs français et travailleurs immigrés
- Cotisants des régimes spéciaux/ cotisants des régimes classiques.
- Salariés du public et du privé
- Actifs/ inactifs

C'est bien la preuve que le pouvoir craint que toutes ces catégories luttent coudes à coudes, et plus encore, n'élaborent une plate-forme de revendications commune. Des faits encourageants se déroulent depuis le 13 novembre: dans l'éducation le nombre de facultés en grève a doublé la semaine dernière et le mouvement touche désormais les lycées; à la SNCF des assemblées générales ont reconduit partout la grève; à la RATP plus des 2/3 des bus et rames de métro ne circulent plus depuis la reconduction du mouvement. A EDF-GDF des agents en grève ont effectué des coupures d'électricité ciblées contre des intérêts du capital. Une grève de l'ensemble de la fonction publique est prévue le mardi 20 novembre. **Etendre ces luttes (au secteur privé par exemple), leur capacité de nuisance, les faire converger est nécessaire au rapport de force.**

La solidarité ne se décrète pas, elle se construit dans et par la lutte. Notre démarche vise à créer, à la base, dans la rue et bientôt lors d'assemblées générales et d'actions communes.

Outre le retrait de la loi dite d'autonomie des universités, nous luttons pour la satisfaction pour toutes et tous des besoins sociaux fondamentaux, fondée notamment sur la gratuité des services publics (éducation, santé, transport etc.).

NOUS ESPERONS AMORCER CE DEBAT ET TISSER CES PREMIERS LIENS NOTAMMENT EN REJOIGNANT ET EN PARTICIPANT AUX MANIFESTATIONS DES COTISANTS DES REGIMES SPECIAUX ET DES MEMBRES DE LA FONCTION PUBLIQUE LE 20 NOVEMBRE.

AG DE LUTTE JEUDI 22 NOVEMBRE A 10H RDV PHENIX CAMPUS I (ouverte à tous).

MANIF' ACTION RDV 13h30 PHENIX CAMPUS I

**LA DIVISION ENTRAINE LA RESIGNATION ET LA DEFAITE.
CE N'EST QU'ENSEMBLE QUE NOUS POUVONS VAINCRE**

Texte adopté par l'assemblée générale de l'université de Caen le 13/11/2007, actualisé le 20 novembre

Que dit la loi ?

Le 4 août 2007 a été votée par le Parlement la loi dite « Relative aux libertés et responsabilités des universités ». Personne n'a jamais dit que l'université allait bien en ce moment. Mais les arguments prônés par le gouvernement pour faire passer sa réforme sont mensongers. La loi d'autonomie, dernière étape en date du processus de privatisation de l'enseignement supérieur, introduit massivement les intérêts privés dans la gouvernance et le financement des universités. Il ne s'agit donc pas de « rupture » mais bien de continuité. Les enjeux réels de cette nouvelle loi sont très graves.

Les lycéens sont autant voire d'avantage concernés que les étudiants par cette loi. Car pour beaucoup d'entre nous, nous sommes de futurs universitaires et les modifications apportées à l'enseignement supérieur (hausse des frais d'inscriptions, professionnalisation progressive de toutes les filières...) nous toucherons particulièrement lorsque nous arriverons sur les bancs de la fac.

Des prises de décisions encore moins démocratiques :

Aujourd'hui, l'administration des universités est composée de 3 conseils : le Conseil Scientifique (CS), et le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU) détiennent le pouvoir de proposition, le Conseil d'Administration (CA) détient le pouvoir décisionnel. Désormais, le CS et le CEVU perdent toute initiative et seront simplement consultés, au profit d'un CA tout-puissant (Art. 8 et 9).

La représentativité des personnalités extérieures, nommées par le Président de l'université, est augmentée au dépend des personnels BIATOSS et des étudiants. De plus, le nombre de membres au CA est réduit de 2 à 3 fois, accentuant ainsi une centralisation du pouvoir au profit direct du Président. En bon chef d'entreprise, celui-ci pourra :

- Gérer la masse salariale : droit de véto sur les recrutements, attributions de primes, recrutement d'étudiants (sous-payés) pour des activités de tutorat et de service en bibliothèque, recrutement de contractuels pour toutes tâches (Art. 19 et 22),
- Avoir une voix prépondérante lors d'une égalité de voix au CA (Art. 7).

Nouveaux financements :

C'est sûr, l'université manque de moyens depuis de nombreuses années. Cela est dû désengagement financier de l'Etat (seules 80% du budget -déjà insuffisant- voté par celui-ci est versé). Voici les solutions qui nous sont proposées :

-Transfert de la pleine propriété des locaux publics à l'université. Celle-ci pourra les vendre ou les louer (alors qu'ils sont déjà en nombre et en état insuffisant) (Art. 32 et 33).

-L'université doit trouver par elle-même ses propres ressources financières. L'une d'elles est l'investissement des entreprises privées (art. 28). Celles-ci, ayant une place plus importante dans les prises de décisions au sein du conseil d'administration, influenceront forcément les orientations budgétaires de l'université. Les filières qui ne les intéressent pas verront forcément leurs financements diminués, jusqu'à une disparition possible de celles-ci (art. 14). De plus, est à craindre une remise en cause de l'indépendance des cursus universitaires vis-à-vis des entreprises qui les financeront.

-Le dernier moyen : la hausse des frais d'inscription ! Celle-ci, censée « responsabiliser les étudiants », va

surtout pérenniser une inégalité sociale dans l'accessibilité aux études supérieures. Rappelons qu'aujourd'hui l'université est le dernier lieu où l'on peut accéder aux études supérieures de manière plus ou moins abordable. Notre ancien Premier ministre n'est pas de cet avis : « *Il faudra trouver d'autres sources de financement pour nos universités [...] La seule solution crédible [...] repose sur une augmentation considérable des frais de scolarité* » (Discours sur l'enseignement supérieur, fév. 2007, Dominique de Villepin).

De plus, l'embauche de contractuels sera généralisée (art. 19). Pour le personnel technique et administratif, leurs conditions de travail n'en seront que plus précarisées (salaires plus bas, flexibilité augmentée) laissant un peu plus à l'abandon une université en ruine.

Pour le personnel enseignant, une concurrence s'accroîtra, où chacun devra négocier son salaire. Les moins bons et moins connus seront précarisés et certains grands pontes de l'enseignement seront privilégiés. L'inégalité dans la qualité de l'enseignement sera donc généralisée et institutionnalisée, mettant en place des facs de secondes zones et des facs d'excellences.

Mise en place d'une présélection :

La simple obtention du baccalauréat ne suffira plus à rentrer à l'université (art. 20). Des formalités^[1] devront être remplies : questionnaires détaillés, présentation de dossier avec lettres de motivation, entretiens avec des enseignants etc.

Xavier Darcos (ministre de l'éducation nationale) et Valérie Pécresse (ministre de l'enseignement et de la recherche) ont ressorti de leurs cartons le dossier sensible de l'orientation, maillon faible du système éducatif et facteur d'angoisse chez les parents et les enfants. Les deux ministres de l'Education et de l'Enseignement supérieur ont présenté une - petite - réforme du « service public d'orientation » visant à améliorer la découverte des métiers et des formations, et à fluidifier le passage du lycée vers l'enseignement supérieur. Au collège, il s'agit surtout de faire découvrir aux élèves les métiers et les formations (« Les Echos » du jeudi 25 octobre). « A terme, aucun élève ne quittera le collège sans avoir passé dix jours dans une entreprise », précise le communiqué.

Une bonne quarantaine d'universités se mobilisent actuellement par le biais d'assemblées générales, de la grève et du blocage. Celle de Caen a voté pour les revendications suivantes :

L'abrogation inconditionnelle et immédiate de la loi dite d'autonomie.

La défense des statuts de la fonction publique.

La satisfaction des besoins sociaux fondamentaux de toutes et tous, notamment par la gratuité des services publics (santé, logement, éducation, transport, eau, électricité, communication...)

MANIFEST'ACTION LE JEUDI 22 NOVEMBRE 14H RENDEZ-VOUS PHENIX

[1] Formalités initiées par le dispositif Goulard ainsi que le rapport Hetzel

Suite à l'occupation des bâtiments du campus 1, un certain nombre de réunions, spectacles, débats, projections, animations diverses peuvent être mises en place afin de s'organiser, d'échanger des idées, de se divertir...

VOICI LE PROGRAMME :

Jeudi 22 : 14H Manif/action, rassemblement au phénix

21H Soirée Slam/contes + guests, Amphi Dumont D'Urville (Bât. Sciences)

Vendredi 23 : 10H réunion de la commission texte (ouverte à tous-tes)
Amphi Dumont D'Urville (Bât. Sciences)

14h rendez-vous au phénix pour diffusion de tracts sur les centres commerciaux

18H Réunion du Comité de lutte (ouvert à tous-tes) en bâtiment Lettres

18H réunion d'un groupe de réflexion (ouvert à tous-tes) sur la rénovation de l'université (réflexion sur la participation à la vie de l'université, aux prises de décisions...)

Samedi 24 : 14h rendez-vous au phénix pour diffusion de tracts sur les centres commerciaux

Dimanche 25 : 10h rendez-vous sous-sol bât. Lettres pour diffusion de tracts sur le marché

Lundi 26 : 20h30 débat en Amphi Copernic (bât. Lettres) thème à confirmer

Mardi 27 : 10h AG gymnase du Campus 1

14h manif-action rendez-vous au phénix



Appel du collectif de personnels de l'UCBN

Nous, personnels enseignants, chercheurs et Biatoss de l'université de Caen, nous nous élevons contre la mise en application de la « LRU » dite loi d'autonomie des Universités.

Cette loi ne répond en rien aux problèmes des Universités :

-elle marque le désengagement financier de l'Etat dans la transmission du savoir au plus grand nombre : les Universités doivent se tourner de plus en plus vers les entreprises et les collectivités territoriales pour trouver des fonds leur permettant de fonctionner ;

-elle exacerbe la concurrence entre établissements, entre filières et entre individus sans garantir une offre de formation de qualité sur l'ensemble du territoire ;

-elle accentue les inégalités entre Universités et Grandes Ecoles, au lieu de remettre en cause ce système d'enseignement supérieur à deux vitesses ;

-elle ne donne pas les moyens humains et financiers indispensables pour lutter contre l'échec en 1^{er} cycle ;

-elle accroît la précarité des personnels par un recours plus important aux contractuels ;

-elle remet en cause le fonctionnement démocratique des institutions universitaires en ce qu'elle accorde les pouvoirs, quasi-exclusivement et sans garde-fou, au Président de l'Université, assisté d'une poignée de conseillers.

Cette loi comporte des risques très importants pour l'avenir :

-Mise en place d'une logique marchande purement comptable dans l'enseignement supérieur (recours au système des fondations, remplacement progressif des fonctionnaires par des contractuels...);

-Remise en cause de l'indépendance de la recherche et des choix pédagogiques ;

-Transformation des Universités de province en simples collèges universitaires de 1^{er} cycle ;

-Remise en cause du Service Public de l'Enseignement supérieur par l'aggravation des inégalités sociales et territoriales.

Pour toutes ces raisons, nous, collectif de personnels de l'Université de Caen Basse-Normandie, demandons l'abrogation immédiate et sans condition de la loi « LRU », comme préalable à l'ouverture de véritables débats sur l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que sur les réformes qui sont indispensables.

Email : collectif.pers.ucbn@free.fr

Une banalisation...

sous quelles conditions ?

L'assemblée générale du campus 2 a voté le jeudi 22 novembre 2007 la poursuite du blocage jusqu'au mardi 27 novembre 2007; elle a également voté le principe des journées banalisées.

Par ce vote, l'assemblée générale a exprimé sa volonté de coopérer avec les institutions universitaires (présidence, conseils d'UFR). **Toutefois, la mise en place de ces journées banalisées ne pourra être efficace si et seulement si, la communauté universitaire (en particulier la Conférence des Présidents d'Université (CPU)) se positionne ouvertement en faveur de l'abrogation sans condition de la loi Liberté et Responsabilités des Universités (LRU).** De plus, ces journées doivent s'inscrire dans un contexte particulier de réflexion sur l'université de demain. Les journées de banalisation ne peuvent avoir un quelconque intérêt que si certaines conditions sont respectées:

- **Deux journées pleines banalisées pour l'ensemble des acteurs de l'université (personnel enseignant, BIATOSS, étudiants,...) correspondant aux journées d'action nationale (mardis et jeudis)**
- **Aucun enseignement ne pourra être prodigué durant ces journées consacrées à la lutte et à l'information.**
- **Une prise de position officielle et médiatique claire de la part de la CPU, de la présidence, des conseils centraux et des conseils d'UFR de l'UCBN en faveur de l'abrogation de la loi.**
- **La tenue d'états généraux des universités rassemblant personnel et étudiants pour entamer une réflexion sur les structures et besoins financiers de l'université et réaffirmant le nécessaire réengagement de l'Etat dans un service public d'éducation.**

Par conséquent, dans la perspective de la construction d'un rapport de force et de la poursuite du mouvement, les journées banalisées pourront être mises en place dès lors que l'intégralité de ces modalités sera effective.

**ABROGATION INCONDITIONNELLE ET IMMEDIATE DE LA LRU
CONTRE LA CASSE DES SERVICES PUBLICS**

Manif'action départ 14h au Phénix (campus 1)

Ils ne nous feront pas taire !

Jeudi 29 novembre, lycéen-ne-s, étudiant-e-s, chômeurs et travailleurs ont occupé le rectorat de Caen qui avait depuis quelques jours ordonné l'expulsion de nombreux lycées (Rostand, Malherbe, Dumond d'Urville, Fresnel...). Les premier-e-s occupant-e-s sont rapidement repoussé-e-s par des gaz lacrymogènes, des coups de matraque et des tirs de flash-ball. La foule est ensuite chassée de la cour par des grenades lacrymogènes, puis se scinde en deux cortèges. Les manifestants se dirigent ensuite vers la mairie puis la préfecture.. Là, au prétexte d'un feu de poubelle les forces de l'ordre interviennent: des membres de la BAC (brigade anti-criminalité) fendent la foule à coup de matraques et de tirs de flash-ball pour arrêter quelques manifestant-e-s. Bilan de la journée: une demi-douzaine d'interpellations, au moins une demi-douzaine de personnes blessé-e-s (dont deux par tir de flash-ball, une par tir tendu de grenade lacrymogène...).

Vendredi 30 novembre nous nous sommes rassemblé-e-s à une cinquantaine devant le commissariat pour exiger pacifiquement la libération des manifestant-e-s arrêté-e-s la veille. Seuls quelques slogans sont lancés. En à peine quinze minutes, des membres de la police munis de leur attirail au complet, nous chargent (sans sommation) et nous pourchassent jusque devant le marché des Fossés saint Julien. Deux arrestations sont à déplorer.

Partout la situation se durcit entre police et manifestant-e-s; lycées et facs sont virés à coup de matraque; proviseurs et présidents d'université menacent étudiants et lycéens de sanctions (quand ils n'en viennent pas au poing comme M. Gontard à Rennes); à Nantes un lycéen a pris un tir de flash-ball dans l'oeil durant la manifestation du mardi 27 novembre etc.

Les médias se contentent de relayer les communiqués officiels des Autorités, les informations ne sont que partiellement et partialement retranscrites (ainsi il paraîtrait qu'il n'y aurait pas eu de tir de flash-ball jeudi dernier). C'est pour cela que nous passons un appel à témoignages à Caen. Vous pouvez les déposer au sous-sol du bâtiment lettre du Campus I occupé, où lors de nos assemblées générales.

La stratégie du pouvoir est de criminaliser celles et ceux qui luttent, sans doute pour nier tout caractère social à la contestation. Or il ne peut y avoir de paix sociale tant que l'ordre social restera injuste, que ce soit à Villiers le Bel ou au sein du secteur de l'éducation !

Aussi, nous réaffirmons nos revendications:

- Retrait inconditionnel de la loi LRU
- Accès libre et gratuit aux services publics assurant la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux (nous en excluons la répression!)
- la défense des statuts de la fonction publique (idem)
- Nous exigeons la libération et l'arrêt des poursuites à l'encontre de nos camarades interpellé-e-s partout en France.

MARDI 4 DECEMBRE:

10 H: AG DU CAMPUS I (HALLE DES SPORTS)

14 H: MANIF'-ACTION (DEPART PHENIX)

JEUDI 6 DECEMBRE

10 H: AG DE LUTTE (AMPHI 2000,CAMPUS I)

14 H: MANIF'-ACTION (DEPART PHENIX)

Pour le comité de lutte, la commission texte du 01/12/2007.

Etudiants et personnels souhaitant défendre le service public de L'UNIVERSITE !

Si la légitimité des Assemblées Générales (AG) a pu être pendant plusieurs semaines contestée, elle fut pourtant admise à de nombreuses reprises par les membres de la tribune de l'AG, composée équitablement de personnes représentatives de diverses tendances.

L'AG a décidé le 4.12.07 de stopper le blocage des bâtiments et de favoriser la mise en place de **deux journées banalisées** permettant l'organisation d'action et d'ateliers de réflexion. Le personnel, réuni en AG, a voté la même modalité de mobilisation.

Aujourd'hui, si l'administration se félicite du déblocage des bâtiments et semble ainsi reconnaître l'AG légitime, elle n'a pas trouvé légitime cette même AG lorsqu'elle a décidé, le même jour, de prévoir deux journées banalisées.

Pourquoi notre modalité d'action actuelle n'est-elle pas reconnue ?

L'administration nous oblige-t-elle à rebloquer ?

Les pouvoirs politiques misent sur le pourrissement de la situation. **Nous leur répondons que nous nous inscrivons dans un mouvement déterminé et décider à gagner en obtenant l'abrogation de la LRU.**

Nous invitons tous les étudiants contre la LRU, indépendamment du blocage, à se mobiliser activement et revendiquer les deux journées banalisées.

ENEZ TOUS A L'A.G. (11.12.07)

à 10 H à la Halle des Sports

ET A LA MANIFEST'ACTION

à 14 H au Phénix

Le comité de lutte et de réflexion

LRU, service public : rien n'a changé ! Il faut continuer !

Deux demi journées banalisées ont été organisées par la Présidence de l'université de Caen pour permettre aux étudiants de continuer le combat en dehors du blocage.

Le mouvement perdure au travers des différentes assemblées générales (mardi et jeudi à 10h sur le campus 1 et mardi à 17h30 sur le campus 2) ainsi que lors des manif'actions !

A la dernière assemblée générale a été voté le fait de réquisitionner l'amphi Poincaré (bât. Sciences) pour garder un lieu où l'on puisse se réunir et organiser les différentes actions. L'amphi Poincaré est aussi et surtout un lieu ouvert à tous pour échanger et informer sur la poursuite du mouvement au niveau local et national ainsi que sur les différents mouvements sociaux. Tracts, textes de lois, infos... sont disponibles autour d'une « bonne » tasse de café ou de thé.

La loi relative aux libertés et responsabilités des universités est maintenue. Malgré les négociations du syndicat étudiant UNEF (et de son ex-président Bruno JULLIARD, maintenant sur une liste PS pour les municipales parisiennes...) et des promesses gouvernementales d'augmenter les financements de l'Etat envers les universités (notamment en privatisant un peu plus un autre secteur du service public, EDF), rien n'a changé. La loi LRU, bien que promulguée le 10 août 2007, sera mise en application le 10 février 2008. La mobilisation étudiante et lycéenne, médiatiquement diabolisée, est de plus en plus accompagnée de celle des professeurs et personnels des universités.

Impulsée par le collectif « Sauvons l'université », celle-ci prend de l'ampleur et se prononce pour une abrogation pure et simple de la loi LRU. Les personnels de l'université de Caen, autant, si ce n'est plus, touché par la loi que les étudiants, ont rejoint le mouvement et le soutiennent en participant aux AGs et aux manif'actions.

LE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER, NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !!!!

Mardi 18/12 : AG à 10h en amphi Poincaré

Manif'action à 14h au Phénix

Jeudi 20/12 : AG à 10h en amphi Poincaré

Manif'action à 14h au Phénix